



3 1761 07996319 5

Grappin, Henri
Polonais et Ruthènes

D
651
P7G7

HENRI GRAPPIN

POLONAIS ET RUTHÈNES

LA QUESTION DE GALICIE

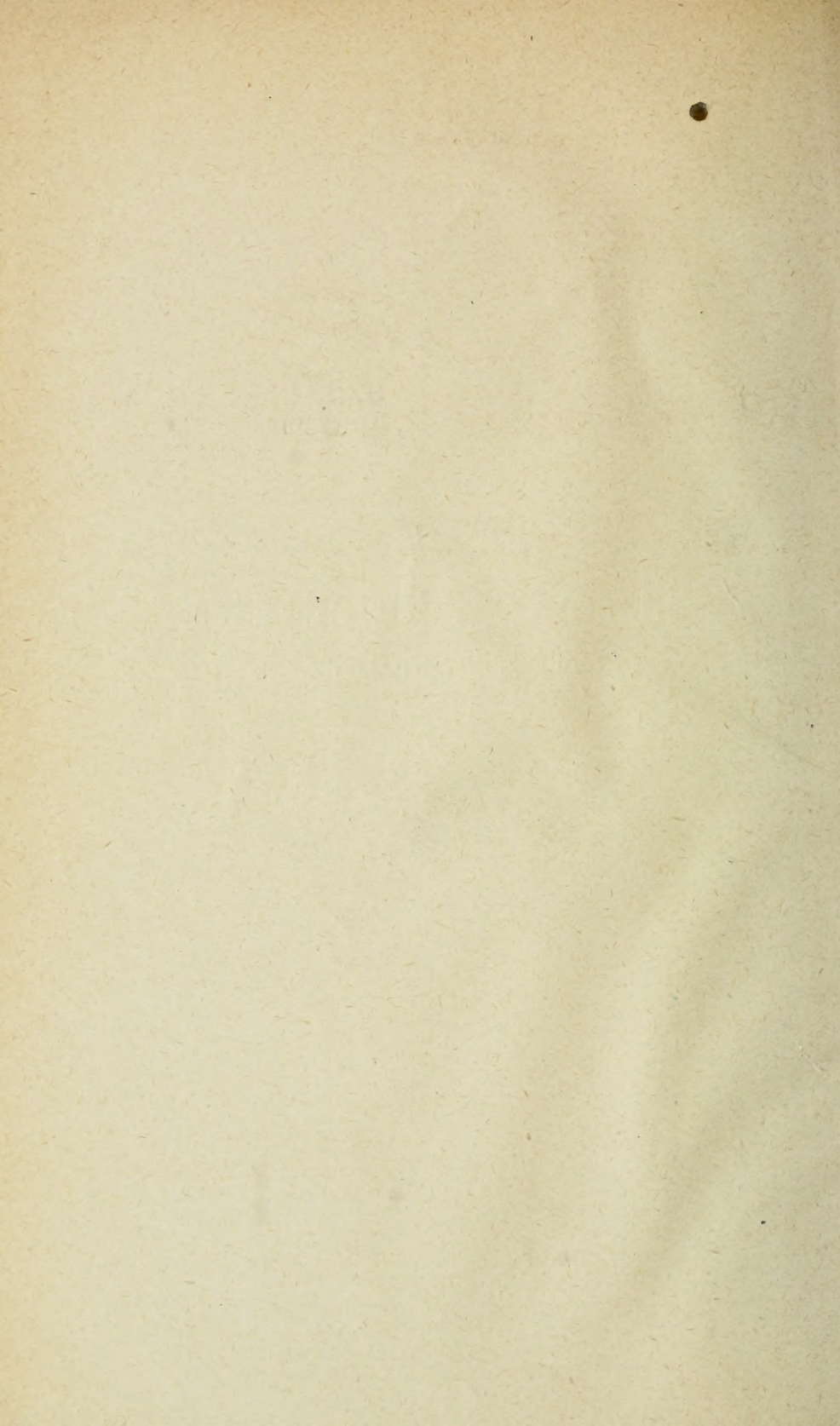


PARIS
IMPRIMERIE DE VAUGIRARD
12-13, IMPASSE RONSIN

—
1919

POLONAIS ET RUTHÈNES

LA QUESTION DE GALICIE



HENRI GRAPPIN

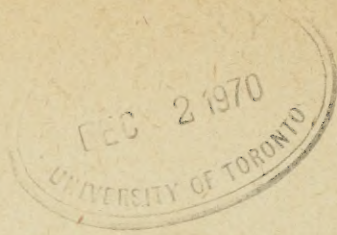
POLONAIS ET RUTHÈNES

LA QUESTION DE GALICIE



PARIS
IMPRIMERIE DE VAUGIRARD
12-13, IMPASSE RONSIN

—
1919



D

651

P787

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

POLONAIS ET RUTHÈNES

LA QUESTION DE GALICIE

PREMIÈRE PARTIE

POLONISME ET RUTHÉNISME EN GALICIE

Au moment où l'empire austro-hongrois s'est disloqué, les Ruthènes de Galicie, avec le concours de l'Autriche et de l'Allemagne, se sont jetés à l'improviste sur les Polonais. Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1918, ils se sont emparés de Lwów (Lemberg). Depuis cette date, une guerre polono-ruthène se poursuit avec des alternatives diverses, sous les yeux des pays de l'Entente victorieux et rendus à la paix.

Les Ruthènes d'Autriche, après s'être constitués en petit Etat indépendant, n'ont pas tardé à se fondre dans la République ukrainienne dont la capitale est à Kiev. Les opérations militaires, limitées d'abord au territoire galicien, se sont rapidement étendues vers le nord, du côté de la Podlachie et de la Ruthénie blanche. En quelques semaines, le conflit local polono-ruthène a pris ainsi la forme d'une grande guerre entre la République de Pologne et la République d'Ukraine.

L'enjeu principal de cette guerre est la Galicie orientale, dont la capitale est Lwów. La question de Galicie orientale est une de celles que le Congrès de la paix est appelé à résoudre. Elle intéresse les problèmes fondamentaux du monde oriental. Aussi les Polonais ont-ils la conviction qu'elle ne sera réglée qu'après l'examen le plus approfondi

de tous ses aspects. Ayant confiance dans les décisions du Congrès, ils n'ont résisté à l'offensive ruthène que pour ne point paraître sanctionner par leur inertie les revendications de leurs adversaires. L'héroïsme avec lequel ils se défendent n'est pas leur seul argument. Ils ont beaucoup d'autres titres à faire valoir, et il faut connaître ces titres pour comprendre que la question galicienne est tout autre chose qu'un simple épisode dans le drame de l'Orient européen.

I

La Galicie au point de vue géographique.

Dans la forme que nous lui connaissons, la Galicie n'est pas une unité géographique naturelle. Le nom même qu'elle porte est artificiel, car il lui a été donné par la bureaucratie viennoise après le démembrement de la Pologne. Son territoire a été constitué d'une manière parfaitement arbitraire avec des fractions de trois palatinats (provinces) de l'ancienne République. En traçant la frontière orientale qui a subsisté jusqu'à nos jours, les diplomates ont fait abstraction de toute considération historique, ethnique ou géographique, pour ne songer qu'aux dimensions des lots à répartir entre les puissances.

Il convient donc, avant tout, de se débarrasser de la suggestion qu'imposent un nom fabriqué et une frontière de fantaisie. La Galicie n'est qu'une invention diplomatique. Pour placer la question de Galicie sur son vrai terrain, on doit rétablir en pensée l'état de choses antérieur aux combinaisons factices, c'est-à-dire se représenter l'ensemble du territoire qui s'étend entre la Vistule et le Dniépr, entre Cracovie et Kiev.

A ce point de vue géographique, il apparaît immédiatement que la Galicie orientale fait corps avec la Galicie

occidentale et que la province se prolonge naturellement du côté de l'Est, c'est-à-dire vers la plaine podolienne qui a appartenu à la Pologne jusqu'à son démembrement et qui est encore peuplée aujourd'hui d'un grand nombre de Polonais.

Les nationalistes ruthènes et ukrainiens prétendent que la Galicie orientale fait partie du système géographique de l'Ukraine. Cet argument, qu'ils reproduisent fréquemment, est sans valeur scientifique. « L'Ukraine » elle-même est une région indéfinie, et le nom qu'elle porte a simplement le sens de *marche*, de *pays-frontière*. Les Polonais, qui en ont été les maîtres pendant des siècles, ont donné cette appellation vague d'Ukraine aux immenses étendues qui formaient comme leur front avancé de défense contre les peuples barbares d'Orient. Il faut travestir totalement le sens du mot pour l'appliquer à la Galicie.

L'Ukraine est formée par le bassin du Dniepr et celui du Don. Elle appartient au littoral de la Mer Noire. Elle est séparée de la Galicie Orientale par le territoire qui s'étend entre le bas Dniestr et le Dniepr, territoire peu favorisé au point de vue des communications, car les principaux cours d'eau y sont emprisonnés dans des ravins profonds, et d'autre part ces cours d'eau coulent du nord au sud. On a remarqué qu'entre Lwów (Lemberg) et Kiev il n'existe que trois villes de plus de 50.000 habitants, et que ces villes, de même que les agglomérations moindres, sont placées sur la ligne de partage des eaux ou dans son voisinage. C'est dire que la Galicie orientale et ses abords, au lieu d'être une dépendance géographique naturelle de l'Ukraine de Kiev, n'est reliée à elle que par un couloir, et c'est ce couloir qui a livré passage aux routes historiques sur lesquelles ont été établies les grandes cités.

Si l'Ukraine appartient au littoral de la Mer Noire, la Galicie, elle, appartient aux Karpathes. Dans toute son étendue, elle s'appuie à cette chaîne, qui constitue son unité. Le principal cours d'eau qui arrose la Galicie orientale, le Dniestr, reçoit ses affluents des Karpathes et demeure, dans son cours supérieur et moyen, une rivière type des Karpathes. C'est seulement en aval de Chocim, c'est-à-dire à l'extrémité méridionale de la province, que le Dniestr prend les caractères des rivières d'Ukraine et cesse presque complètement de recevoir des affluents.

L'indépendance géographique de la Galicie orientale par rapport à l'Ukraine est encore démontrée par beaucoup de faits, entre autre par les différences de flore et de cultures. Mais nous n'insisterons pas davantage sur un argument que les nationalistes russes eux-mêmes n'ont jamais songé à faire valoir. Arbitre des décisions du Congrès de Vienne, maître de la totalité de l'Ukraine, le tzar Alexandre I^{er} n'a pas revendiqué la Galicie comme complément naturel de son domaine. Mieux que cela, il a abandonné à l'Autriche la partie de la Galicie déjà incorporée à son empire. Au temps de son alliance avec Napoléon, il avait même essayé de troquer la Galicie contre la Bessarabie. Peut-on croire qu'il eût agi de la sorte s'il eût considéré la Galicie comme une terre géographiquement russe ?

II

Histoire de la Galicie.

Les données de l'histoire corroborent celles de la géographie. Elles établissent : 1^o que la Galicie appartenait primitivement à la Pologne ; 2^o qu'elle n'a été détachée d'elle, momentanément, que par la force ; 3^o que depuis cinq siècles et demi, soit comme propriété de la Pologne,

soit comme propriété de l'Autriche, elle a partagé les destinées de l'Europe centrale et non pas celles de l'Europe orientale.

A la fin du x^e siècle, un ancêtre authentique des Ruthènes, le chroniqueur de Kiev Nestor, écrit : « L'an 6487 depuis la création du monde et 981 après la naissance du Christ, Vladimir fit une expédition contre les Lekhs (Polonais) et s'empara de Przemyśl, Czerwien, et autres places, qui sont jusqu'à ce jour au pouvoir des Russiens. »

A cette date, les forces du jeune Etat polonais étaient toutes absorbées par les premières péripéties de sa lutte contre le germanisme envahissant, représenté par le fameux margrave Géro et ses successeurs. Le roi de Pologne Mieszko 1^{er} étant obligé de faire face aux Allemands, les princes de Kiev en profitèrent pour lui enlever la « terre de Czerwien » ou « Ruthénie Rouge » (c'était alors le nom de la Galicie Orientale et d'une partie de la Podlachie). L'empire varégo-russe de Kiev était à l'apogée de sa gloire. La conquête de la Galicie, immédiatement avant la conversion de Vladimir-le-Grand (988), ne fut qu'une des nombreuses étapes de l'expansion de cet empire et peut-être même la dernière, car à partir du x^e siècle il cessa de s'agrandir par les armes.

Les faits consignés par le chroniqueur Nestor offrent un double intérêt d'actualité. Ils attestent qu'à l'aurore de l'histoire le pays aujourd'hui appelé Galicie était une terre habitée par les Polonais. Ils font apparaître pour la première fois un phénomène qui sera désormais constant et dont nous voyons aujourd'hui même une manifestation caractéristique : la solidarité des intérêts germaniques et des intérêts russiens en face du polonisme.

La « terre de Czerwien », annexée de force à l'empire de Kiev, ne subit jamais fortement son influence. Au xi^e siècle, les Polonais ne cessèrent de la disputer à ses

conquérants. Ils réussirent même, à deux reprises, à la délivrer, et en restèrent maîtres une quarantaine d'années. Au XII^e siècle, la Pologne, engagée à fond contre le germanisme, puis paralysée par l'anarchie, dut renoncer à la lutte. Quoique abandonnée désormais à elle-même, la « terre de Czerwien » sentit à peine le joug des princes de Kiev, dont la capitale était très lointaine. Aussi y voit-on apparaître, dès la fin du même siècle, une dynastie particulière, étrangère à la famille des princes de Kiev, et qui établit une principauté vassale, dite principauté de Halicz (1). Immédiatement le petit État ruthène s'émancipe de l'influence superficielle de la civilisation Kievienne. Le byzantinisme y est remplacé par le catholicisme. En 1254, le prince de Halicz, Daniel Romanovitch, est couronné roi par le légat d'Innocent IV. Une chronique contemporaine de Halicz, l'*Ipatievskaïa liétopise*, infiniment curieuse, nous présente à chaque page un monde ruthène tout pénétré de culture occidentale.

Entre temps, la Russie de Kiev tombe sous le joug des Tatars. Le byzantinisme redevient maître de la Ruthénie Rouge, qui est ravagée par les Lithuaniens et les Tatars, à qui elle est obligée de payer un tribut. C'est la Pologne qui intervient à ce moment pour la sauver de la ruine et d'un asservissement total.

Après de longues convulsions, la Pologne venait enfin de se ressaisir. Deux grands souverains, depuis le commencement du XIV^e siècle, avaient entrepris de lui rendre l'ordre et l'unité : Ladislas-le-Bref et Casimir-le-Grand. Ce dernier, qui était monté sur le trône en 1333, était apparenté à la maison des Romanovitch. La lignée des Romanovitch n'était plus représentée que par le prince

(1). De là le nom de Galicie (pays de Halicz) qui a été donné ultérieurement à l'ensemble de la province par l'Autriche.

Boleslas-Georges, qui, neveu des deux derniers princes ruthènes, appartenait en même temps à la maison royale polonaise des Piasts par la branche cadette (ou mazo-vienne). Boleslas-Georges mourut en 1340, sans postérité. Casimir-le-Grand, son héritier le plus direct, rattacha pacifiquement la Ruthénie Rouge au royaume de Pologne dont elle avait été jadis retranchée par les armes des princes de Kiev.

C'est grâce à ce retour au patrimoine national polonais que la Galicie fut préservée du joug tatar sous lequel devait vivre pendant plusieurs siècles la Russie de Kiev. Le service qu'elle reçut ainsi de la Pologne fut immense et décida de tout son avenir. Dès ce jour, elle se trouvait définitivement incorporée à la civilisation occidentale dont elle devait être jusqu'à l'époque du bolchevisme un des plus solides bastions en face de tous les barbares de l'Est. Casimir-le-Grand jura aux Ruthènes de respecter leur foi et leurs coutumes. Il tint parole. Au lieu de poloniser le pays, les nombreux colons qu'il envoya pour relever la province dévastée et dépeuplée se ruthénisèrent en masse. Sans la moindre violence, la civilisation occidentale, qui avait déjà brillé au temps du royaume de Halicz, refoula le byzantinisme. Pour rendre l'Église ruthène indépendante des métropolitains de Kiev (qui s'étaient transportés à Moscou), Casimir-le-Grand fit ériger en métropole le siège de Galicie. Il n'y eut pas l'ombre d'une contestation nationale ou religieuse.

Après la mort de Casimir-le-Grand, dernier représentant de la dynastie des Piasts, la Hongrie profita des troubles de Pologne pour s'emparer de la Ruthénie Rouge. Sa domination ne dura que huit ans, de 1379 à 1387. Quand la reine Hedwige, en 1387, entreprit de récupérer la province, tous les Ruthènes lui offrirent leur concours contre la Hongrie. L'année suivante, le bruit s'étant

répandu que la Ruthénie Rouge allait être de nouveau séparée de la Pologne, les principales villes, telles que Lwów (Lemberg) et Przemysl, envoyèrent des députations au roi Ladislas Jagellon, époux d'Hedwige, pour le supplier de ne pas les abandonner. Le métropolite Cyprien, chef des églises locales, déclara « qu'en union avec la Pologne, ces régions avaient connu l'abondance et toutes les bénédictions du ciel et qu'elles s'étaient acquises jusqu'à ces temps une grande gloire dans le monde ». Jagellon donna aux délégations, par écrit, l'assurance que « Lwów et la Ruthénie Rouge demeureraient pour tous les temps indissolublement unis au royaume de Pologne (1) ».

La Pologne a tenu cette promesse. Jusqu'au démembrement de la République, la Ruthénie Rouge a partagé toutes les gloires et toutes les épreuves de la patrie commune. Dans ses guerres contre les Cosaques d'Ukraine, la Pologne a été invariablement soutenue par la Galicie orientale. Au moment du partage de la Pologne, la Russie, qui prétendait réunir toutes les « terres ruthènes », n'éleva aucune prétention sur la Galicie orientale, ce qui prouve qu'elle ne la considérait pas comme telle. Quand enfin l'Autriche a hérité de la province, il ne lui est pas venu à l'idée d'en traiter différemment les deux parties, et elle en a constitué une unité administrative homogène.

La domination étrangère établie à la fin du XVIII^e siècle et consacrée par les traités de Vienne a créé et développé un conflit entre Polonais et Ruthènes, mais elle n'a pas réduit l'importance du polonisme, dont la prépondérance est restée énorme, comme il ressort des données que nous allons maintenant présenter.

(1) I. Panenko : *La Galicie pays polonais* (Paris 1919). Le parchemin sur lequel est consignée la déclaration solennelle de Jagellon a été conservé dans les archives municipales de Lwów.

III

Statistique des populations.

Les données officielles les plus récentes concernant la population de la Galicie sont fournies par la statistique autrichienne de 1910. Les chiffres que nous donnons ci-dessous sont empruntés à cette statistique.

Le territoire galicien est divisé en 83 districts d'étendue à peu près égale. Il est peuplé de 8.025.000 habitants, dont 4.672.000 Polonais (58,55 %) et 3.208.000 Ruthènes (40,2 %).

Les Ruthènes sont à peu près complètement absents des districts occidentaux. Ils ne cohabitent avec les Polonais que dans les districts orientaux et méridionaux de la Galicie centrale et dans ceux de la Galicie orientale, c'est-à-dire approximativement dans la région qui s'étend à l'Est du San et que leurs chefs nationalistes prétendent rattacher à l'État ukrainien. Cette région contestée comprend une cinquantaine de districts, avec 58,69 % de Ruthènes et 39,63 % de Polonais.

Le tableau suivant indique le pourcentage de l'élément polonais dans ces districts :

1° De 10 à 20 % de Polonais : dans 7 districts (Turka, Skole, Kalusz, Bohorodczany, Sniatyn, Peczynizyn, Kosów);

2° De 20 à 30 % de Polonais : dans 9 districts;

3° De 30 à 35 % de Polonais : dans 7 districts;

4° De 35 à 40 % de Polonais : dans 11 districts;

5° De 40 à 50 % de Polonais : dans 9 districts;

6° De 50 à 60 % de Polonais : dans 5 districts (Sanok, Przemysl, Tarnopol, Skalat, Trembowla).

7° De 60 à 70 % de Polonais : dans 2 districts (Jaroslaw, Lwów).

8° De 80 à 90 % : Lwów ville.

Ce tableau fait ressortir l'importance de la minorité polonaise, qui approche de la moitié de la population dans une vingtaine de districts et qui la dépasse dans huit autres.

L'examen de la répartition des éléments ethniques montre le rôle joué par la ligne du Dniestr, qui traverse la province dans la direction Nord-Ouest-Sud-Est. En général, les majorités ruthènes se rencontrent principalement au sud du Dniestr, c'est-à-dire dans les districts montagneux et arriérés qui s'étendent le long des Karpathes. Au contraire, les fortes minorités et les majorités polonaises se trouvent toutes (à part le district de Drohobycz) au nord du Dniestr, c'est-à-dire dans la partie qui voisine immédiatement avec la Volhynie et la Podolie. En d'autres termes — et ce point est d'une importance essentielle — le pourcentage de la population polonaise ne s'abaisse nullement à mesure que l'on avance vers l'extrémité orientale de la Galicie. Trois des districts où ce pourcentage dépasse la moitié, ceux de Tarnopol, de Skalat, et de Trembowla, sont situés exactement à la frontière qui séparait naguère la province de la Russie. Il est possible d'aller de Cracovie jusqu'en Bukovine en ne traversant, à part quelques zones peu étendues, que des régions où les Polonais sont représentés soit par une majorité, soit par une minorité très forte.

Une autre caractéristique de la configuration ethnique en Galicie orientale est le mélange inextricable des éléments.

On ne trouve nulle part de ces agglomérations homogènes comme sont celles des Allemands en Bohême ou des Flamands en Belgique. Il est impossible de tracer une délimitation ethnographique, même extrêmement sinueuse, les divers éléments se pénétrant partout, et leur proportion variant de commune à commune. Il n'existe

pas un seul district où la population soit exclusivement ruthène. Un tiers des mariages sont mixtes. Dans un pays où la religion demeure un des criteriums de la nationalité, les Polonais étant catholiques et les Ruthènes « uniates », on relevait en 1910, 43.000 Ruthènes catholiques romains et 235.000 Polonais catholiques grecs. Une dernière cause de complication ethnique est la présence en Galicie orientale d'un nombre d'Israélites beaucoup plus considérable qu'en Galicie occidentale (76 % dans la première, 24 % dans la seconde). Or, les Israélites se polonisent rapidement : en 1880, 60 % d'entre eux se reconnaissaient comme Polonais, en 1890 75 %, en 1900 77 %, en 1910 plus de 92 %.

Notons enfin que l'élément polonais a une prépondérance écrasante dans les agglomérations urbaines de Galicie centrale et orientale, comme en témoignent les chiffres suivants :

VILLES	HABITANTS	RUTHÈNES habitants	POLONAIS habitants
Lwów (Lemberg)	195.796	16.624 (10,8 %)	169.509
Przemysl	46.038	5.229	38.700
Kolomea	40.964	5.421	33.061
Drohobycz	34.644	5.887	28.198
Tarnopol	32.345	8.183	23.494

Ces statistiques sont récusées par les nationalistes ruthènes. Ils leur reprochent d'avoir été établies par les autorités polonaises et de comprendre les Israélites parmi les Polonais. Il est incontestable que les statistiques autrichiennes, quoique beaucoup plus sûres que les statistiques prussiennes et russes, sont sujettes à caution. Leur principe de classification, la langue usuelle (Umgangsprache), est assez arbitraire. Mais il n'y a pas de raison de croire qu'il ait été plus préjudiciable à une nationalité qu'à une autre. Les Ruthènes n'ont relevé aucun cas d'abus de la

part des autorités polonaises, et ils n'ont pas demandé au Reichsrat de Vienne des rectifications au recensement de Galicie comme par exemple les Polonais eux-mêmes ont eu à en réclamer pour celui de la Silésie de Teschen. Les opérations de recensement ont été faites dans les villages par les maires, c'est-à-dire par les Ruthènes dans les villages ruthènes. Les erreurs, s'il s'en est produit, n'ont d'ailleurs pas été toujours au préjudice des Ruthènes. La statistique de 1910 a relevé l'existence de 23.615 Ruthènes de religion juive, alors que cette catégorie ne dépasse certainement pas 1 % du chiffre enregistré. L'unique explication du fait est que les maires ruthènes ont inscrit au nombre de leurs congénères les juifs avec lesquels ils pouvaient s'entretenir en ruthène.

Pour ce qui est des Israélites inscrits comme Polonais, leur nombre n'est pas aussi considérable que veulent le faire croire les nationalistes ruthènes. Les Israélites, en Galicie orientale, sont de 5 à 600.000. Il faut défalquer de ce chiffre :

1° Tous ceux qui se donnent volontairement comme Polonais et qui sont très nombreux (par exemple à Lwów) ;

2° Les 23.615 Ruthènes classés comme professant la religion juive ;

3° La moitié au moins des 90.114 individus enregistrés comme ayant l'allemand pour langue usuelle.

Il est donc permis d'admettre que la statistique officielle autrichienne représente avec une approximation suffisante l'importance respective des éléments ethniques de Galicie. Les données qu'elle fournit établissent :

1° Que les Polonais constituent en Galicie orientale une très forte minorité ;

2° Que leurs agglomérations ne diminuent nullement en importance de l'Ouest à l'Est ;

3° Qu'il est totalement impossible de les séparer par une ligne de démarcation de l'élément ruthène;

4° Que dans les villes leur nombre est incomparablement plus élevé que celui des Ruthènes (en moyenne 5 à 600 %). La capitale de la Galicie, Lwów, compte 85,8 % de Polonais et 10,8 % de Ruthènes.

IV

Civilisation polonaise et civilisation ruthène.

En Galicie orientale, comme en Lithuanie ou en Ruthénie Blanche, les chiffres des statistiques, tout intéressants qu'ils soient, sont très loin de donner une idée exacte de l'importance de l'élément polonais. Les titres des Polonais sont moins dans leur nombre que dans les traditions qu'ils représentent et dans les fonctions civilisatrices qu'ils remplissent.

Il s'est produit au cours des siècles le phénomène que nous voyons aujourd'hui sous nos yeux : la Galicie orientale, menacée sans cesse par les barbares, a été sans cesse fécondée d'un sang nouveau. Les Polonais y ont afflué de toutes les parties de la République pour remplacer les morts et relever les ruines. Les provinces les plus foncièrement polonaises ne sont pas plus pénétrées de polonisme. Nulle part ne brillent de plus grands souvenirs nationaux. C'est Trembowla, Obertyn, Chocim, où les Turcs se brisèrent en 1621 et en 1658. C'est Zbaraz, où 10.000 Polonais, en 1649, soutinrent un siège de six semaines contre 200.000 Tatars. C'est Olesko, où le roi Jean Sobieski vit le jour. La plupart des noms de villes rappellent la mémoire de quelque illustre personnage polonais, comme Zolkiew, fondé par le célèbre hetman Zolkiewski, Stanislawow, fondé par Stanislas Revera

Potocki, ou Tarnopol, fondé par le palatin de Cracovie, Jean Tarnowski.

Lwow (Lemberg), capitale de la province, a une place à part dans l'histoire du polonisme. La ville porte le nom d'un prince ruthène, Lev, qui appartenait à l'éphémère dynastie des Romanovitch et qui, à l'époque du « royaume de Halicz », éleva une petite forteresse contre les Tatars. Cette forteresse fut détruite de fond en comble peu de temps après, en 1353, lors d'une incursion lithuanienne. Le roi de Pologne, Casimir-le-Grand, ayant repoussé les Lithuaniens, fonda une nouvelle ville, entièrement polonaise. Elle est restée telle, malgré toutes les péripéties de son histoire tragique, car elle a été vingt fois menacée d'engloutissement par les hordes barbares, et elle a mérité de recevoir le nom de « Cité invincible ».

Lwow, que l'Etat ukrainien prétend annexer et qu'il a essayé d'enlever de vive force, est habité par les Ruthènes dans la proportion de 10,8 %. Avec sa population polonaise, qui atteint 85 % du nombre total des habitants ; avec son Université, fondée en 1661 par le roi de Pologne Jean Casimir, et qui était avant la guerre la seconde université d'Autriche ; avec son Ecole Polytechnique, qui vient immédiatement après celle de Vienne et celle de Prague, et que fréquentaient en 1914 près de 2.000 élèves (dont 1.693 Polonais et 105 Ruthènes) ; avec ses 200 journaux et périodiques polonais ; avec son Musée Lubomirski, son Musée du roi Jean Sobieski, son Musée Dzieduszycki ; avec ses nombreuses bibliothèques ; avec ses archives des princes Sapieha et des princes Lubomirski ; avec sa Société historique, sa Société philosophique, sa Société philologique, sa Société Kopernik, et une foule d'autres ; avec son Institut National Ossolinski ou Ossolineum, où sont rassemblés 300.000 vo-

lumes, 5.000 manuscrits et un plus grand nombre d'auto-graphes ; avec une multitude d'organisations de tout ordre dont la simple énumération tiendrait des pages, Lwów apparaît à la fois comme le musée peut-être le plus riche des souvenirs nationaux de la Pologne et comme le centre peut-être le plus actif de sa vie contemporaine.

La capitale de la province résume simplement en elle-même l'état de choses qui caractérise l'ensemble du pays. Les Ruthènes de Galicie représentent probablement en Europe le type le plus primitif de structure sociale, la seule agglomération nationale à peu près exclusivement agricole. Leur production dans le domaine intellectuel est voisine du néant. Leur littérature est embryonnaire. Leur poésie populaire a donné des œuvres d'une inspiration gracieuse, mais la source s'en est tarie au XIX^e siècle. Leur langue n'est pas unifiée. Leur orthographe même n'est pas fixée. Ils ont réclamé avec une violence croissante l'établissement d'une Université ruthène, mais son existence ne pourrait qu'être de courte durée, et elle était avant tout destinée, dans la pensée de ceux qui la demandaient, à être un foyer d'agitation nationaliste. En mars 1862, un rescrit impérial avait institué à l'Université de Lwów deux chaires de droit en langue ruthène. Les deux chaires ont dû être supprimées faute de professeurs et d'auditeurs.

Deux phénomènes mentionnés plus haut attestent l'infériorité absolue de l'élément ruthène dans son ensemble. Le premier est que cet élément est représenté très faiblement dans les villes. Le second est que les points où il se trouve en majorité très accusée sont presque exclusivement les districts montagneux du sud-ouest, sur le revers septentrional des Karpathes, où la civilisation n'a pas encore pénétré. On a constaté d'ailleurs, quelle que soit la région, que le niveau intellectuel dans chaque district

est en raison inverse du nombre des Ruthènes qui y habitent.

Quelques chiffres très sûrs peuvent fixer les idées sur la valeur relative de l'élément polonais et de l'élément ruthène. En Galicie, sur 1.000 travailleurs ruthènes, 912 s'occupent d'agriculture, 88 d'autres professions; sur 1.000 travailleurs polonais, 601 s'occupent d'agriculture et 399 d'autres professions. Les Ruthènes se livrent à l'industrie et au commerce dans la proportion de 6 %, les Polonais dans la proportion de 39 %. Les carrières libérales sont fournies par 3 % des premiers, et 17 % des seconds.

La Galicie orientale occupe la troisième place dans le monde pour la production du pétrole. Or les Ruthènes n'ont point de capitaux dans les entreprises d'exploitation. Ils n'ont pas plus de 1 à 2 % des ingénieurs et directeurs de mines, pas plus de 5 % des ouvriers employés à demeure, pas plus de 20 % de la main d'œuvre auxiliaire ou occasionnelle.

Dans les communes essentiellement ruthènes, 620 habitants sur 1.000 sont illettrés et 263 dans les communes polonaises. Sur 10.000 Polonais et autant de Ruthènes, 64 Polonais et 23 Ruthènes fréquentent les établissements d'enseignement secondaire. Sur 100.000 Polonais et autant de Ruthènes, 175 Polonais et 43 Ruthènes fréquentent les établissements d'enseignement supérieur.

En 1914 la statistique autrichienne enregistrait 465 périodiques polonais contre 56 ruthènes, chiffre d'autant plus faible si l'on considère que la Galicie, en raison du régime tsariste, était le seul foyer du mouvement ukrainien.

La presque totalité du travail productif est aux mains des Polonais. Ils payaient en 1910 82 % des impôts directs de toute la Galicie, et 76 % de ceux de la Galicie orientale.

V

La légende de l' « oppression polonaise ».

Les chefs du nationalisme ruthène, dans la propagande qu'ils poursuivent depuis longtemps, ont rendu les Polonais responsables de l'infériorité de la civilisation ruthène. Ils ont dénoncé et dénoncent avec une extrême obstination « l'oppression polonaise ». Ils ont eu l'appui de certains organes autrichiens, au premier rang desquels s'est toujours trouvée la *Neue Freie Presse*, et de tous les journaux pangermanistes d'Allemagne. Ni les uns ni les autres n'ont songé à faire connaître au monde les persécutions dont l'ukrainisme était l'objet de la part de la Russie tsariste, non plus que la condition faite aux Ruthènes de Hongrie. En revanche ils ont réussi à créer dans certains milieux occidentaux — qui persistent aujourd'hui dans leur erreur — la conviction que les Polonais étaient les pires exploiters de la population ruthène.

Commençons par relever chez les nationalistes ruthènes une contradiction fondamentale qui détruit toute leur thèse et dont ils ne s'embarrassent d'ailleurs aucunement. D'une part, ils affirment que les Polonais oppriment leur nationalité ; mais d'autre part, ils sont obligés de reconnaître que cette nationalité a trouvé en Galicie les conditions de beaucoup les plus favorables à son développement. C'est ainsi, pour prendre un exemple entre cent autres, que le Dr Longin Cehelsky, dans une brochure de propagande publiée à Vienne en 1915, développe abondamment le lieu commun de la tyrannie polonaise pour écrire ensuite sans s'aviser qu'il se dément lui-même : « Avec ses gymnases, ses écoles, son église nationale, sa presse ukrainienne, son théâtre, ses musées, ses organisations économiques et politiques, la Galicie est devenue

un Piémont pour toute l'Ukraine qui gémit sous le joug de la Russie¹ ».

Les agitateurs ruthènes ont dénaturé le passé et falsifié le présent. Les Polonais, d'après eux, ne sont en Galicie orientale que des intrus. Ils ont dépossédé l'indigène. Ils ont colonisé par la force. Ils ne se maintiennent que par la bureaucratie.

Les quelques faits historiques qui ont été rappelés plus haut suffisent à démontrer que les Polonais sont en Galicie pour le moins aussi autochtones que les Ruthènes. Ceux-ci n'ont rien perdu de leur territoire ethnographique. Ils habitent même aujourd'hui certaines localités dont le nom indique, comme l'a montré le savant ruthène Holovatsky, qu'elles étaient antérieurement occupées par les Polonais. Il est hors de discussion que des milliers et des milliers de colons polonais, au cours des siècles, loin d'être des agents d'oppression, se sont laissé facilement ruthéniser. En Galicie, comme en Podolie, en Volhynie et en Ukraine, un quart au moins des paysans, d'après les spécialistes, sont d'origine polonaise, quoiqu'ils se considèrent comme appartenant à la nationalité ruthène.

M. Merunowicz, un des Ruthènes de Galicie qui ne prennent point leur mot d'ordre à Berlin, écrivait tout dernièrement : « Pendant tout le temps de la cohabitation historique des Polonais avec les Ruthènes, cohabitation qui dure depuis près de six siècles, jamais les Polonais n'ont envisagé la question ruthène du point de vue national. Ils ont considéré comme un droit national des Ruthènes de rester fidèles en toute liberté à leur langue et à leurs usages nationaux sur leur territoire national. Le roi Ladislas Jagellon, qui fonda l'union de la Pologne, de

1. *Der Krieg, die Ukraina und die Balkanstaaten*, Vienne. 1915, p. 18.

la Lithuanie et de la Ruthénie, employa volontiers pendant toute sa vie la langue ruthène, et tous les rois polonais de la Maison des Jagellons conservèrent à leur cour des bureaux où les actes étaient rédigés en ruthène. On peut dire hardiment que personne ne saurait invoquer une seule disposition de loi, dans le temps où la Pologne était indépendante, tendant à dénationaliser les Ruthènes par la force. Non seulement les magnats et la noblesse ruthène, mais les bourgeois et les paysans de Ruthénie gardèrent la langue et la foi ruthène aussi longtemps qu'ils le voulurent, et personne n'avait ni le droit ni le désir d'y faire obstacle ».

Il s'est produit dans les pays ukrainiens, au temps où ils faisaient partie de l'État polonais, des troubles violents et prolongés. Ce furent les guerres de la Cosaquerie, au xvii^e siècle, et les Jacqueries de 1768. Toute idée nationale fut étrangère à ces mouvements. Le grand poète national d'Ukraine, Chevtchenko, a maudit la mémoire de Chmielnitsky, le chef des insurgés du xvii^e siècle; quant à Gonta ou Zelezniak, qui dirigèrent les massacres en masse des Polonais et des Juifs en 1768, les historiens ruthènes honnêtes, tels que le célèbre Koulisch, ont bien dû reconnaître eux-mêmes qu'ils n'étaient que de sinistres assassins.

A en croire les nationalistes ruthènes, le polonisme a été artificiellement implanté, et il se maintient artificiellement par la grande propriété et par la bureaucratie. S'il en était ainsi, comment expliquer le rôle social et économique de premier ordre joué par les Polonais dans la province? Les Polonais ne règnent pas par la bureaucratie. Dans la capitale même du pays, où cette bureaucratie devrait triompher, il occupent en très grand nombre, en beaucoup plus grand nombre que les Ruthènes, des positions qui n'ont rien à voir avec les services publics et où la concurrence est entièrement libre. Sur 100 habitants

de la ville travaillant à leur compte, on avait en 1900 les chiffres suivants :

	INDUSTRIE	COMMERCE	PROFESSIONS LIBÉRALES
Polonais	76,1	70,1	77
Ruthènes. . . .	3,1	9	13,3

Pour ce qui est de la grande propriété foncière, la propagande a encore complètement travesti la situation. Il est bien vrai que les Polonais possèdent de grandes exploitations, mais on doit savoir : 1^o que ces grandes exploitations ne dépassent pas le chiffre de 3.000 et qu'il existe à côté d'elles 100.000 petites propriétés polonaises ; 2^o que leur ensemble ne constituait plus en 1901 que 40 % de la superficie totale et qu'elle comprenait surtout des régions montagneuses boisées ; 3^o que leurs propriétaires, loin de s'enrichir, sont en général, depuis des années, dans une situation de plus en plus précaire et sont grevées d'hypothèques écrasantes.

Les Ruthènes possèdent 2.526.063 hectares (48.1 %), les Polonais et autres (Hongrois, Arméniens, etc.) 2 millions 727 720 hectares (51,9 %). Les Polonais ont perdu, de 1889 à 1902, 98.848 hectares, dont une grande partie a passé aux mains des Ruthènes. Il n'est pas normal, assurément, que la population ruthène, qui forme la majorité, et qui est essentiellement agricole, ne détienne pas la moitié du sol. Mais il faut observer que les Ruthènes sont ici victimes de leur défaut de différenciation sociale, et qu'ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes si la presque totalité d'entre eux ne demandent leur gagne-pain qu'à la profession agricole. Personne ne leur a fermé l'accès des autres professions. S'il existe en Galicie orientale une question agraire qui se pose avec acuité, la cause n'en est pas dans l'exploitation polonaise, elle est dans le caractère primitif de la structure sociale ruthène.

D'autre part, jusque dans le domaine de l'agriculture, où ils se confinent, les Ruthènes trahissent l'infériorité de leur civilisation. Partout, il a été observé que le rendement agricole d'un district est inversement proportionnel au nombre des Ruthènes qui l'habitent.

Enfin, à égalité de lot, le paysan ruthène de Galicie orientale est dans une condition meilleure que le paysan polonais de Galicie occidentale. Dans les deux parties de la province, la moyenne de propriété par famille paysanne est la même (0 hect. 72). Seulement les terres arables de Galicie orientale sont beaucoup plus fertiles que celles de Galicie occidentale.

Après le démembrement de leur pays, les Polonais ont été asservis à la bureaucratie viennoise dans les mêmes conditions que les Ruthènes. Dans toute la période qui s'étend entre les partages et l'année 1867, les Polonais, irresponsables et persécutés, n'ont pu évidemment opprimer les Ruthènes. Mais en 1867, à l'avènement de l'ère constitutionnelle en Autriche, les Polonais ont été appelés à diriger les affaires de la Galicie autonome. Le pouvoir qu'ils détenaient jusqu'à la guerre, qu'en ont-ils fait? Est-il vrai, comme on s'est appliqué à le faire croire, qu'ils en aient profité pour écraser et exploiter l'élément ruthène?

Quand la guerre a éclaté, la situation était la suivante.

Un rescrit impérial de 1869 a reconnu entièrement les droits de la langue ruthène, et ces droits ont été ensuite élargis dans la pratique par l'administration provinciale de Galicie. La langue ruthène est la seconde « langue locale ». Elle est officielle dans les rapports extérieurs des administrations et des tribunaux avec les communes, les parties et le public. Les actes judiciaires sont rédigés en ruthène sur la demande d'une des parties. La moitié des juges sont Ruthènes. C'est en ruthène que le cadastre est

établi. Tous les avis officiels, toutes les inscriptions, tous les formulaires administratifs ou postaux sont rédigés en polonais et en ruthène. A la Diète de Galicie, le polonais et le ruthène ont les mêmes droits. La législation locale accorde aux communes ruthènes le droit de choisir la langue officielle qui leur convient.

Au point de vue religieux, le catholicisme de rite grec, qui est un des éléments constitutifs de la nationalité ruthène en Galicie, s'est développé en toute liberté. Mieux que cela, il a été favorisé par les Polonais. La majeure partie des églises grecques ont été bâties et la plupart des cures ont été dotées par les Polonais. Le budget a toujours été très libéral à leur égard. L'impartialité confessionnelle des autorités polonaises a été telle que le chiffre des paroisses catholiques grecques est passé de 1423 en 1880 à 1900 au commencement de ce siècle.

Au point de vue de l'enseignement, les Ruthènes ont rencontré des conditions si favorables qu'ils se sont laissés aller à multiplier les écoles au-delà de leurs besoins réels. Ils ne se sont pas trouvés mal de l'administration du « Conseil scolaire provincial » qui avait la haute main sur l'instruction publique en Galicie et où les Polonais disposaient légitimement de la majorité. En 1865, c'est-à-dire avant l'existence de ce conseil, les écoles primaires ruthènes instruisaient 65.167 enfants. Elles en instruisaient 173.845 en 1890, 250.000 en 1900, et elles en instruisent aujourd'hui plus de 300.000. Non seulement les Ruthènes jouissent d'une entière égalité de droits, mais ils sont avantagés. En effet, dans les communes essentiellement ruthènes (plus de 75 % de Ruthènes) il y a une école primaire pour 1.500 habitants, alors que dans les communes essentiellement polonaises il y en a une pour 1.560 habitants. Dans 18 districts on rencontre plus d'écoles polonaises que n'en devrait comporter le pourcentage de

population polonaise, mais dans 41 districts les Ruthènes sont dans le même cas. En conséquence il est permis d'affirmer que dans les districts ruthènes la minorité polonaise n'est nullement avantagée.

Quand le Conseil scolaire entreprit en 1871 la réorganisation de l'enseignement, il trouva 572 écoles ruthènes, 902 polonaises, et 787 utraquistes. Aujourd'hui il existe 2.296 écoles ruthènes et 2.564 écoles polonaises. Les gymnases, qui n'instruisaient en 1875 que 1.426 Ruthènes, en instruisent aujourd'hui plus de 6.000. Dans la période de 1861 à 1865, 9 Ruthènes, en moyenne fréquentaient les écoles réales ; ils sont aujourd'hui plus de 300. Dans la période de 1881 à 1885, les écoles normales comprenaient une moyenne de 203 Ruthènes hommes et de 54 Ruthènes femmes ; actuellement elles comprennent 848 Ruthènes hommes et 109 Ruthènes femmes. Dans la période de 1861 à 1865, 336 Ruthènes étaient inscrits annuellement aux Universités de Lwow et de Cracovie. On en compte en dernier lieu plus de 1.000. Si les nationalistes ruthènes déclarent que les Polonais n'ont pas le mérite de ces progrès et qu'il ne s'agit là que des résultats d'une évolution naturelle, il reste établi — et nous ne prétendons pas autre chose — que les Polonais n'ont pas fait obstacle à cette évolution.

La Diète de Galicie a toujours subventionné largement les diverses organisations ruthènes destinées au développement de l'instruction. Quand M. Hrouchevsky, un des leaders actuels de l'ukrainisme polonophobe, vint fonder à Lwow en 1894 un « Bulletin littéraire et scientifique », mensuel très sérieux autour duquel se groupèrent bientôt toutes les forces intellectuelles du ruthénisme galicien, la Diète, dont la majorité a toujours été polonaise, lui attribua une subvention régulière. Elle a toujours fait de même avec la « Société Prosvita », la plus importante

organisation ruthène de vulgarisation populaire, pour la « Société Chevtchenko », pour la « Société Katchkovsky », pour le théâtre ruthène, etc. Les budgets de la Diète prouvent que les crédits affectés par exemple aux bourses ruthènes ou à l'achat des livres scolaires ruthènes ont été ordinairement plus élevés que les crédits accordés aux Polonais pour les mêmes destinations.

Il en est de même pour toutes les organisations locales d'intérêt économique, cercles, caisses de prêts, associations agricoles et commerciales. En 1911, la Galicie centrale et orientale comptait 525 sociétés de crédit agricole, dont 293 étaient ruthènes et 100 ucrainistes. Toutes ces sociétés recevaient, au moment de leur fondation, une subvention du gouvernement provincial. Sur le total des prêts accordés par la Caisse centrale des sociétés agricoles, 75 % revenaient à la Galicie centrale et orientale, et 42 % aux sociétés ruthènes. Or ces sociétés ruthènes ne contribuaient au versement total que dans la proportion de 13 %, et elles ne représentaient que 26 % du nombre des sociétés.

Peut-on dire qu'il existât en Autriche, à la veille de la guerre, une seule minorité nationale qui bénéficiât d'autant de droits que la population ruthène de Galicie? Pendant ce temps, l'ukrainisme, sur le Dniepr, était étouffé par la Russie, et le polonisme, sur la Warta, était persécuté par la Prusse. Tandis que les Polonais de Prusse n'avaient pas une école et pas un gymnase à eux, que leur langue était proscrite des réunions, de l'administration, de l'enseignement, des tribunaux et de la Diète provinciale, que leurs associations étaient privées de tout subside, que leur terre était méthodiquement colonisée avec l'appui public de l'État, et que l'on arrivait même à les exproprier de force, les Ruthènes de Galicie vivaient sur le pied d'une complète égalité, en droit et en fait, avec

leurs concitoyens polonais. Et cependant le « Piémont de l'Ukraine » a crié à la persécution et il a essayé d'apitoyer le monde sur ses infortunes (1). Il a rompu la belle tradition de concorde qui avait permis au polonisme et au ruthénisme de cohabiter pacifiquement pendant des siècles en terre galicienne. Il les a dressés l'un contre l'autre. Il a finalement déchainé la guerre qui se poursuit à l'heure actuelle depuis plusieurs mois. Comment des différences ont-elles pu devenir des oppositions ? Comment ces oppositions ont-elles abouti à un sanglant et farouche conflit ?

Cela, ce fut l'œuvre des empires centraux.

(1) A noter qu'au moment où fut votée en Prusse la loi d'expropriation visant les Polonais, tous les Slaves d'Autriche ont élevé au Reichsrat de Vienne une protestation à laquelle se sont joints les Italiens et les Roumains. Les Ruthènes, grands ennemis de l'oppression, sont restés à l'écart.

DEUXIÈME PARTIE

LES RUTHÈNES ET LES EMPIRES CENTRAUX

Le ruthénisme antipolonais est en quelque mesure un fait national, mais il est principalement un fait politique, en ce sens qu'il a été développé et exploité par des agents extérieurs en vue de servir à certaines fins générales qui le dépassaient. C'est d'abord la monarchie autrichienne qui l'a favorisé pour en tirer parti dans le domaine de ses problèmes intérieurs. L'Allemagne l'a ensuite accaparé pour en faire un des éléments de ses combinaisons mondiales.

I

L'Autriche et le ruthénisme avant la guerre.

Au moment où la Galicie devint la propriété de l'Autriche, la question ruthène n'existait pas. Les boyards et nobles ruthènes étaient entièrement polonisés, de même que le haut clergé et la haute bourgeoisie. Seuls les paysans, le clergé uniaste des campagnes, et la petite bourgeoisie demeuraient ruthènes. On était fier de se dire « gente Ruthénus, natione Polonus ».

L'Autriche eut immédiatement l'idée de cultiver l'élément ruthène pour le dresser contre les Polonais et compléter ainsi l'action de sa bureaucratie germanisatrice. En 1784 elle établit à Lwów un séminaire ecclésiastique catholique-grec, et elle introduisit le ruthène à côté du latin et de l'allemand comme langue d'enseignement à l'Université

de la même ville. L'essai échoua. Le ruthène dont on était obligé de se servir n'était qu'un idiome artificiel tiré du slavon ecclésiastique. Maîtres et élèves faisaient défaut. Après la mort de Joseph II (1795), le gouvernement autrichien abandonna le ruthénisme, que disqualifiait la protection dont l'entourait la bureaucratie allemande détestée. En 1816, une commission dans laquelle les Ruthènes étaient représentés et qui était chargée de fixer la « langue locale » se prononça contre l'octroi de cette qualité au ruthène, en ne le considérant que comme une variété populaire du polonais. Le ruthène-slavon fut éliminé de l'Université de Lwów. Au séminaire de Lwów le ruthène céda la place au latin et au polonais. Ainsi se termina la première phase de la politique ruthène du cabinet autrichien. La seconde phase ne devait s'ouvrir que trente ans plus tard.

Polonais et Ruthènes continuèrent à vivre en parfaite harmonie. Vers 1830, le sentiment national ruthène commença à s'éveiller. Le mouvement était dû à l'influence des écrivains d'Ukraine, à celle des événements européens, mais particulièrement à celle de l'agitation patriotique polonaise qui aboutit à l'insurrection contre la Russie. Les premiers initiateurs du mouvement ruthène furent persécutés par la police autrichienne de la même façon que les révolutionnaires polonais, avec lesquels elle les confondait. Les Polonais encourageaient les novateurs, qui pouvaient leur fournir un point d'appui. Les Ruthènes sympathisaient avec les Polonais. Après l'insurrection de 1830, les policiers qui perquisitionnaient chez les séminaristes ruthènes de Lwów découvrirent dans les paillasses de leurs lits les œuvres inédites des grands romantiques de Pologne.

Après une période prolongée d'effervescence et d'activité clandestine, les Polonais de Galicie se préparèrent en

1846 à un soulèvement. L'Autriche l'arrêta en déchainant une épouvantable Jacquerie. Convaincue définitivement que l'irrédentisme polonais n'abdiquait pas et que les horreurs des massacres officiels n'avaient pu que l'exalter, elle se tourna pour la seconde fois du côté des Ruthènes. Elle désirait trouver en eux un contre-poids aux tendances libérales et révolutionnaires qu'elle combattait dans toute l'Europe et particulièrement en Galicie. En favorisant les Ruthènes, elle désirait également être agréable à la Russie, son partenaire de la Sainte-Alliance, qui travaillait depuis plusieurs années déjà à se créer en Galicie une clientèle russophile. Cette fois, la politique ruthène de Vienne réussit. Le nationalisme ruthène, fondé en 1846, a été, par ses origines et son esprit, essentiellement réactionnaire. Il a été un des derniers instruments de contre-révolution forgés par la Sainte-Alliance. Ses parrains ont été Metternich et Nicolas 1^{er}. Son premier mot d'ordre a été de servir aveuglément contre le polonisme libéral et démocratique les intérêts des autocrates de Vienne et de Pétersbourg.

Le comte Stadion, envoyé spécialement en Galicie comme gouverneur avec la mission d'utiliser les Ruthènes, y mit sur pied un « Conseil suprême ruthène » composé surtout de prêtres uniates qui s'occupèrent principalement d'améliorer leur condition de classe et soutinrent, pour être en faveur, toutes les mesures de la bureaucratie allemande. Tous les jeunes Ruthènes libéraux se détournèrent d'eux avec dégoût.

Dans la suite, l'influence du tsarisme panslaviste et celle de l'Ukraine (c'est vers 1860 que l'on connut en Galicie les poésies de Chevchenko) enrichirent et compliquèrent fortement le mouvement ruthène. Deux groupes principaux se constituèrent, russophiles et ukrainophiles, dont les luttes devinrent acharnées. Les uns se considé-

raient comme Russes, les autres comme Ukrainiens. Ils n'étaient d'accord que contre les Polonais, quoique leurs meilleurs leaders, tels que Dragomanov, Koulisch et Ivan Franko, considérassent la polonophobie comme une erreur absurde et dangereuse.

Après l'institution du régime autonome en Galicie, les Polonais essayèrent de renouer les traditions de bonne intelligence avec les Ruthènes. Les chefs du nationalisme ruthène feignirent d'accepter le pacte avec une satisfaction sincère. Après en avoir profité pour obtenir de grands avantages, ils levèrent soudain le masque en 1893, et réclamèrent l'autonomie des Ruthènes à l'Est du San, c'est-à-dire le partage de la Galicie.

Dans le mémoire qu'ils adressèrent à Vienne, en 1894, pour définir leur nouveau programme, très radical au double point de vue politique et social, les nationalistes ruthènes proclamaient hautement qu'ils s'appuyaient sur la dynastie et sur l'Autriche. Effectivement, dans le système européen nouveau créé par l'alliance austro-allemande et par l'alliance franco-russe, ils n'hésitèrent pas à se faire dès la première heure les auxiliaires dévoués du germanisme viennois, et ils se rangèrent régulièrement du côté des partis chauvins allemands contre les Slaves. La logique de la situation devait naturellement les conduire à lier parti un jour ou l'autre avec le germanisme berlinois, c'est-à-dire avec les véritables inspirateurs de la politique antipolonaise. L'événement se produisit en 1903. L'Allemagne allait donner au ruthénisme antipolonais toute sa virulence et l'orienter dans le sens des grands projets qu'elle méditait.

II

Les pangermanistes patrons du nationalisme ruthène

En 1903, les Polonais élevèrent près de Lwów un monument à la mémoire du roi Ladislas Jagellon, grand ennemi des Allemands, vainqueur des Teutoniques à la fameuse bataille de Grunwald (1410). Les feuilles nationalistes ruthènes s'indignèrent. Une d'entre elles, la *Svoboda*, écrivait en octobre de cette année-là : « Qui sait si les Prussiens ne briseront pas aujourd'hui les fers dont les Polonais ont chargé les Ruthènes? Il semble que le temps ne soit pas loin où les Ruthènes se joindront aux Prussiens. En dressant en terre ruthène un monument au plus grand ennemi des Ruthènes et des Prussiens, les Polonais poussent les deux peuples à s'allier. Mais la question ruthène, ce sont les paysans ruthènes qui la trancheront et qui prépareront aux Polonais un Grunwald en terre ruthène. Qui sait si les Prussiens ne viendront pas les y aider? ». Sauf que nous attendons toujours le Grunwald en terre ruthène, la *Svoboda* a été bon prophète. Quinze ans se sont écoulés entre ses pronostics d'octobre 1903 et le 1^{er} novembre 1918, date à laquelle les Ruthènes ont attaqué Lwów sous le commandement d'officiers prussiens.

La politique orientale de l'Allemagne, depuis le Moyen âge jusqu'à nos jours, ne peut se comprendre qu'en fonction du problème polonais. Elle a toujours cherché à l'Est un point d'appui de son effort contre la Pologne. Suivant les circonstances, elle l'a trouvé tantôt à Moscou, tantôt à Petersbourg, tantôt à Kiev. Depuis le margrave Géro et les princes de Kiev, dans toutes les périodes où s'est exercée une forte poussée du germanisme

vers l'Est, cette poussée, grâce à un accord tacite ou formel, a été conjuguée avec une action des ennemis orientaux de la Pologne.

Depuis l'alliance franco-russe, l'Allemagne n'était plus sûre de trouver à Petrograd, malgré les influences dont elle y disposait, le concours dont elle pouvait éventuellement avoir besoin contre la Pologne. Ce fut vers l'Ukraine qu'elle tourna ses regards. Favoriser discrètement le séparatisme ukrainien, aider au rapprochement de l'Ukraine russe et des Ruthènes galiciens, exaspérer le conflit de ces Ruthènes galiciens avec les Polonais, tel fut le plan qu'elle entreprit de réaliser dans les dix ou vingt dernières années qui précédèrent la guerre.

Elle y trouvait des avantages multiples. D'abord, en soutenant les Ruthènes, elle enfonçait un coin dans le monde slave. Elle créait en particulier de graves embarras aux Polonais sur un point d'importance essentielle pour eux, car la Galicie était devenue comme le quartier général de leur action nationale et le principal foyer (surtout à Lwow) de leur résistance au germanisme. En cas de guerre avec la Russie, l'Allemagne pourrait, par la Galicie orientale, prendre contact avec la Russie méridionale, mettre la main sur le grenier de l'empire, disloquer peut-être l'immense organisme et peut-être aussi s'assurer un chemin de terre qui la mettrait en communication avec l'Asie.

Toutes ces conceptions déjà très nettes avant 1914 (on les ignorait totalement en Occident) se sont encore précisées au cours de la guerre, et particulièrement depuis le jour où la révolution a fait descendre vers Moscou et Kiev l'axe du monde russe. Pour définir en quelques mots le système, nous anticiperons donc sur les événements qui ont marqué l'histoire de l'alliance germano-ruthène, et nous puiserons au hasard dans la vaste collection d'articles, brochures et ouvrages divers qui ont

été publiés sur la question, au cours de la guerre, par les Allemands et par les Ruthènes.

Le 11 novembre 1914, dans le *Grenzbot*, le polonophobe très connu Georges von Cleinow publie une étude où il montre l'énorme richesse de l'Ukraine et son avenir incomparable (1).

Dans la même période, un Ruthène, le Dr Vladimir Kuschpir, publie à Vienne une brochure où il s'applique à démontrer que c'est seulement avec le concours de l'Ukraine qu'il est possible de repousser la Russie de la mer Noire et de régler la question balkanique (2).

En 1915, un privat-docent de l'Université de Lwow, le Ruthène Stephane Rudnytsky, fait paraître à Iéna une dissertation dont la thèse est que les empires centraux doivent se proposer avant tout comme but de la guerre de conquérir l'Ukraine pour éliminer à jamais le danger russe (3).

Le 7 mai de la même année, le Dr Eugène Levitsky, député au Reichsrat et l'un des leaders nationalistes ruthènes les plus en vue, fait à Munich une conférence où il tend à établir que la solution de la question ukrainienne est en même temps la solution du problème balkanique, que l'Ukraine est pour l'Allemagne le chemin de l'Asie et qu'elle sera contre la Russie un rempart beaucoup plus sûr que la Pologne. Il y rappelle qu'à trois reprises en Allemagne il a été question du rétablissement d'un Etat ukrainien (en 1778, en 1853 et en 1888) (4).

En mars 1916 est organisée à Leipzig par les Allemands et les Ukrainiens une soirée où M. Falk Schupp, de

(1) Cette étude a été publiée ensuite en brochure sous le titre : *Das Problem der Ukraina* (Vienne, 1915, 23 p.).

(2) *Ukraine und ihre Bedeutung in gegenwärtigen Kriege mit Russland* (Vienne, 1914, 40 p.).

(3) *Der Ostliche Kriegsschauplatz*: Iéna, 1915, 130 p.).

(4) La conférence a été publiée sous le titre : *Ukraine, Ukrainer und die Interessen Deutschlands* (Berlin, 1915, 65 p.).

Munich, parle de « l'Ukraine trait d'union entre l'Allemagne et l'Asie-Mineure ».

Le professeur allemand F. Frech, le meilleur connaisseur des richesses naturelles de la Russie, et qui est mort en 1918, alors qu'il était attaché à un groupe d'armées du front oriental, a laissé un ouvrage où il expose que c'est en Ukraine que la Russie peut être frappée à mort (1).

Dans les *Ukrainische Blaetter* du 26 juin 1918, le Dr Stanislas Dnistrzensky, député ruthène au Reichsrat et professeur à l'Université de Lwów, affirme que le « Mitteleuropa » ne sera viable qu'autant qu'il s'unira étroitement à l'Ukraine.

En février 1918, un député ruthène de Bukovine, le baron Wassilko, créature de l'Allemagne, écrit dans le *Pester Lloyd* (n° 53) : « Des conséquences étendues, on peut l'espérer, résulteront des bons rapports entre l'Ukraine et les empires centraux. En raison de sa position géographique, l'Ukraine est comme prédestinée à être la meilleure voie commerciale reliant l'Europe centrale et l'Asie. Les voies mondiales du commerce se rapprochent de plus en plus de l'Ukraine et, à mesure que les influences européennes se développent dans l'Iran, en Syrie et en Mésopotamie, de nouveaux moyens sont conçus pour mettre l'Europe en communication terrestre avec les Indes. La voie de terre la plus courte de Berlin, Vienne et Pest doit passer par l'Ukraine. L'Ukraine, comme pays de transit, est appelée à une importance énorme... »

Telles sont les conceptions qui, plus ou moins arrêtées dans leurs contours, hantaient les cerveaux des pangermanistes dix à quinze ans avant la guerre. Comme trait d'union naturel entre l'Europe centrale et l'Ukraine, les Ruthènes de Galicie étaient tout désignés pour jouer un

(1) *Die Bedeutung der Ukraine für den Weltkrieg.*

rôle considérable dans les opérations destinées à préparer l'exécution éventuelle de ces plans.

Au milieu de l'année 1913, le rédacteur d'un journal polonais de Berlin (le *Dziennik Berlinski*), M. Fr. Sal. Krysiak, réussit à se procurer 147 lettres et documents divers appartenant aux archives du Comité central de l'*Ostmarkverein*, la ligue pangermaniste et antipolonaise bien connue. Il publia un certain nombre de ces pièces, dont les plus importantes en fac-similés, dans les principaux journaux polonais. Puis il les rassembla en un ouvrage qui était à moitié imprimé quand la guerre éclata. L'impression produite par ces révélations fut énorme en Pologne, en Allemagne et en Autriche. Les documents établissaient irréfutablement que, depuis le commencement de l'année 1903, les nationalistes ruthènes de Galicie orientale étaient en relations régulières avec l'*Ostmarkverein* dont ils recevaient des subsides pour mener leur campagne contre les Polonais.

La lecture de ce dossier est absolument indispensable à quiconque veut se faire une idée juste du mouvement nationaliste ruthène, c'est-à-dire d'un règlement équitable de la question de Galicie orientale. Elle donne la clé de tous les mystères. Elle dissipe par sa lumière aveuglante toutes les équivoques dont on est encore trop souvent dupe en Occident. Elle explique à merveille pourquoi l'agitation ruthène s'est accentuée d'année en année, précisément depuis cette année 1903 jusqu'au moment des hostilités. C'est à Berlin que les chauvins ruthènes se ravitaillaient en argent et en directives. C'est Berlin qui guidait leur action parlementaire, qui soutenait leurs journaux, qui alimentait de brochures leur clientèle, qui les aidait à organiser les grèves agraires, et qui armait de ses excitations secrètes le bras de l'étudiant ruthène assassin du gouverneur de Galicie en 1908. Ce sont les

conservateurs prussiens, intraitables champions de la discipline sociale et de la propriété, qui s'allièrent à la démagogie ruthène pour exciter le prolétariat agricole contre les propriétaires fonciers polonais de Galicie. Ce sont les Hakatistes, persécuteurs cyniques du polonisme dans toute la Prusse, qui payèrent les Ruthènes pour stigmatiser « l'oppression polonaise » en Galicie.

Les pièces les plus suggestives du dossier sont les lettres échangées entre Tiedemann, l'odieux président de l'Ostmarkverein, et un curé ruthène du nom de Vladimir Hanitsky, qui vient de jouer encore un rôle important dans la préparation de la guerre entre les Polonais et les Ruthènes. Hanitsky, fondé de pouvoirs du « Comité National ruthène », a été l'ouvrier le plus actif de l'alliance avec les pangermanistes. Ses lettres débordent d'admiration pour l'Allemagne. Il écrit à Tiedemann le 11 février 1904 : « Nos ouvriers, gagnant de l'argent en Allemagne et prenant contact avec la culture allemande, s'élèveront au point de vue culturel et économique et se pénétreront des mœurs et usages allemands. Tout vrai Allemand doit apprendre l'allemand aux Ruthènes. »

Hanitsky s'occupait avec un soin tout particulier de l'expédition de la main-d'œuvre ruthène en Allemagne, d'abord parce qu'il percevait une commission déterminée par tête d'ouvrier, ce qui lui permit bientôt d'assurer son pain quotidien et de s'établir en territoire prussien tout en conservant sa cure des environs de Lwów, ensuite parce que cette émigration temporaire était un excellent moyen de soumettre les prolétaires ruthènes à la propagande convenue entre les meneurs du pangermanisme et ceux du ruthénisme. Entre tous les documents intéressants à cet égard, nous en citerons un qui éclaire les dessous de cette « question agraire en Galicie orientale » dont certains esprits, sur la foi de relations superficielles, se sont préoc-

cupés un peu trop vite. Le 13 février 1904, le curé uniaste Hanitsky écrit à Tiedemann : « Le Comité d'action ruthène a décidé de provoquer en 1905 un boycottage général et de le faire aboutir. Il se propose par là de ruiner le propriétaire foncier polonais. Ce Comité s'étant adressé à moi pour que je l'aide de mes conseils et de mon appui, je vous demande instamment de nous soutenir dans cette action. Le premier moyen pour entraîner à la lutte serait que les sections de l'Ostmarkverein fissent de l'agitation par voie de circulaires et de journaux. Les ouvriers ruthènes employés en Allemagne seront plus facilement accessibles là-bas à une propagande par l'écrit et par la parole, propagande qui, en Autriche, serait punie d'une peine allant jusqu'à deux ans de prison. Les paroles que ces gens entendront en Allemagne et les écrits qu'ils en rapporteront détermineront une effervescence qu'il s'agira d'entretenir et qui mènera à l'explosion ».

Tout fut fait selon les vœux du curé Hanitsky. Les junkers prussiens inoculèrent aux masses ruthènes le bolchevisme avant la lettre. Plus d'un occidental crut à un phénomène social spontané et y vit la preuve que les Polonais, incorrigibles aristocrates, étaient les oppresseurs et les exploités de la démocratie ruthène. L'Ostmarkverein avait à Lwów même un homme de confiance en la personne du secrétaire général du consulat prussien. Après le scandale des révélations faites par M. Krysiak, le consul fut déplacé, mais le secrétaire, membre de l'Ostmarkverein, resta en fonctions. Il devait être, dans les derniers mois de l'année dernière, un des organisateurs de l'attentat ruthène sur Lwów.

S'il n'eût tenu qu'aux nationalistes ruthènes, la Galicie eût été germanisée en peu de temps. Les prêtres ruthènes recommandaient en chaire à leurs ouailles d'apprendre l'allemand le plus vite possible. Les Ruthènes poussaient

les Allemands à acquérir des terres en Galicie et leur indiquaient les occasions. Ils intéressaient la Deutsche Bank à l'exploitation du pétrole des Karpathes. Le complot germano-ruthène donnait des résultats si rapides et si avantageux que les chefs ruthènes conçurent l'idée d'en élargir les bases : « Très honoré Monsieur, écrivait Hanitsky à Tiedemann, le 15 janvier 1910, vous vous rappelez mes paroles : il faut livrer bataille aux Polonais de Galicie. Cela se vérifie aujourd'hui. Je voudrais appliquer mon principe et en même temps l'étendre : faire la guerre par derrière aux Polonais, également du côté des Lithuaniens, des Blancs-Ruthènes et des Ruthènes de Russie. Je vous prie très humblement, Monsieur, de vouloir bien prendre la chose en vos mains éprouvées et de la faire aboutir comme une entreprise de l'Ostmarkverein ».

Ce ton d'humilité servile caractérise toutes les lettres adressées aux pangermanistes par les agitateurs ruthènes. Berlin n'avait pas de clients plus dévoués. En mai 1913, quand Guillaume II célébra la vingt-cinquième année de son règne, les Ruthènes furent les seuls Slaves qui adressèrent au kaiser un télégramme de félicitations. Leur principal organe de propagande, le *Dilo* de Lwów, écrivait sans ambages le 24 janvier 1914 : « Il n'existe pas de communauté slave pour la nation ukrainienne (1). » Cette profession de foi publique, faite six mois avant la guerre, indiquait assez que les pangermanistes étaient arrivés à leurs fins et qu'ils pouvaient compter, dans leurs prochaines entreprises, sur le concours aveugle des renégats du slavisme.

(1) Depuis qu'ils avaient noué d'étroits rapports avec les pangermanistes de Vienne et surtout de Berlin, les nationalistes ruthènes avaient pris l'habitude de renoncer entièrement aux termes de *Ruthénie* et *Ruthènes* pour n'employer que ceux d'*Ukraine* et *Ukraiens*.

III

Les Ruthènes pendant la guerre.

Liée étroitement à l'Allemagne, l'Autriche, elle aussi, songeait à utiliser au mieux de ses intérêts la bonne volonté des Ruthènes. Un de ceux-ci, le métropolite de Lwów Szeptycki, avait réussi à rallier une partie de la cour de Vienne à un vaste projet tendant à convertir au culte uniate les Ruthènes orthodoxes de Russie méridionale. Le projet avait séduit les jeunes membres de la dynastie, en particulier l'archiduc héritier François-Ferdinand, et un des partis les plus influents de la monarchie, celui des chrétiens-sociaux. François-Ferdinand, appuyé par les chrétiens-sociaux et par les conservateurs, avait conçu le rêve d'étendre l'Autriche dans la direction de l'Ukraine, et il comprenait le rôle que pouvaient jouer à cet égard les Ruthènes de Galicie.

Mais les cercles nationalistes allemands de la monarchie étaient hostiles à ces plans, qui mettaient en danger la prépondérance de l'élément germanique. Le vieux François-Joseph avait surtout le regard tourné vers les Balkans. L'héritier fut assassiné. Quelques semaines après, l'incendie de la guerre était allumé.

Dès les premiers jours, on eut soin d'attiser les ambitions des Ruthènes pour affermir leur loyalisme et obtenir d'eux des informations. Les Polonais, en reprenant possession de Lwów après l'offensive des Ruthènes, ont mis la main dernièrement sur des archives intéressantes. Ces archives contenaient, entre autres, une sorte de journal politique rédigé par le député nationaliste ruthène Eugène Olesnytsky. On y lit : « Le 22 août 1914, le comte Stürgkh reçut la visite du député Wassilko, qui lui apprit que les

hommes politiques polonais s'étaient rassemblés à Vienne et travaillaient à l'organisation de leur prochain Etat. Le comte Stürgkh a déclaré que nous pouvions être tranquilles à cet égard, vu que rien ne pourrait se faire à l'insu de l'empire allemand qui est notre meilleur ami et allié. Il a ajouté qu'il était nécessaire que nous fussions en contact permanent avec le ministère des Affaires Étrangères, sans négliger pour cela les cercles berlinois ». Et plus loin : « Dans la dernière semaine d'août 1914, le docteur Eugène Levitsky a visité le prince de Hohenlohe, ambassadeur austro-hongrois à Berlin, qui a précisé les vues du gouvernement austro-hongrois sur l'organisation prochaine des provinces qui doivent être arrachées à la Russie. Selon ces vues, ces provinces devraient être incorporées à l'Autriche-Hongrie, qui s'attacherait à séparer les contrées polonaises et ukrainiennes en donnant à celles-ci une autonomie à part. En tout cas la Galicie devra être partagée ».

Les nationalistes ruthènes désiraient vivement que le gouverneur polonais de la Galicie fût remplacé par un Allemand. Ils agirent en ce sens auprès du quartier général autrichien. On sait que l'actuel gouvernement de l'Autriche allemande a livré à la publicité, le 15 décembre dernier, dix documents secrets adressés, pendant la guerre, par le quartier général à l'empereur. Dans tous ces documents, l'archiduc Frédéric, généralissime, prône le loyalisme des Ruthènes et réclame des mesures énergiques contre les Polonais. A plusieurs reprises, il y demandait avec insistance le remplacement du gouverneur polonais de Galicie, M. Korytowski. Satisfaction fut enfin donnée aux Ruthènes, et depuis le milieu de 1915 jusqu'à la fin de la guerre la Galicie ne fut plus administrée que par des généraux autrichiens de nationalité allemande.

Sous le patronage des empires centraux, les « Ukrainiens » de Galicie et de Kiev établirent à Berlin une « Ligue pour la libération de l'Ukraine ». Il était dit dans son programme : « Cette Ligue a été formée de représentants de toutes les directions politiques placés sur le terrain de l'autonomie de l'Ukraine. Elle croit à la victoire des Etats du centre et elle tend avec leur concours à réaliser ses objectifs. » On a la preuve que dès 1915 les autorités allemandes, d'accord avec la « Ligue », exerçaient une action méthodique sur les prisonniers russes originaires d'Ukraine, et qu'elles ouvraient la porte des camps aux agents des Ruthènes de Galicie. La « Ligue » déploya une activité extraordinaire, répandant les brochures et organisant avec l'appui des agences officieuses austro-allemandes des campagnes de presse dont l'Occident a mis bien du temps, hélas ! à comprendre l'origine et la nature.

Le journal politique du député Olesnytsky, auquel nous avons déjà fait des emprunts, donne d'utiles précisions sur les manœuvres des leaders ruthènes dans la période où a été préparée et réalisée la grande offensive austro-allemande de 1915 qui a rejeté très loin vers l'Est les armées du tsar. Entre le 7 et le 11 avril de cette année-là, le Dr Kost Levitsky confère à Berlin avec M. Zimmermann, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui lui déclare que l'Allemagne « persistait à vouloir reprendre à tout prix la Galicie, vu qu'elle se rendait pleinement compte de la signification de la Galicie comme Piémont ukrainien ». (1) Il ne peut être question d'un royaume de Pologne. L'Autriche devra partager la Galicie. « Ce sont là aussi, ajoute M. Zimmermann, les idées du prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, et de M. Schultze, représentant de l'Ostmarkverein ».

1) On sait que la Galicie a été effectivement reprise aux Russes le mois suivant, en mai 1915.

Le 7 septembre 1915 (Varsovie avait été occupée le 5 août), le comte Stürgkh invite le Dr Kost Levitsky à se rendre chez lui et lui donne les renseignements suivants : le Conseil de la Couronne, d'accord avec l'Allemagne, a décidé de partager la Galicie dès la fin de la guerre ; la Galicie orientale, avec les territoires volhyniens déjà conquis ou qui le seront, constituera une province ukrainienne distincte qui « formera un centre d'attraction pour toute l'Ukraine ».

On n'exposera pas ici le détail des événements complexes qui ont reculé indéfiniment l'exécution de la promesse faite aux Ruthènes en septembre 1915 par le comte Stürgkh. La résistance inattendue de l'armée russe après sa retraite, l'entrée en scène de l'Italie, l'attitude des Polonais obstinément refractaires, dans leur immense majorité, à tout accord avec les centraux, firent comprendre à Berlin et à Vienne la nécessité de consolider leur front politique en Orient. En avril 1915, M. Zimmermann avait dit aux Ruthènes : « Il ne peut être question d'un royaume de Pologne ». En novembre 1916, ce royaume était proclamé par l'Allemagne et par l'Autriche. Seulement, pour ménager les Ruthènes et laisser la voie libre de leur côté, on s'abstint de réunir la Galicie au nouvel État, et il fut décidé qu'elle recevrait un régime d'autonomie totale.

La combinaison ne donna satisfaction ni aux Ruthènes, ni aux Polonais. Ces derniers, malgré les efforts d'une poignée d'opportunistes, résistèrent aux invitations des États du centre. La révolution russe ne fit qu'exalter leurs aspirations à l'indépendance totale. En Autriche même, le 28 mai 1917, ils proclamaient leur volonté de réunir toutes les terres polonaises. La politique polonaise des Centraux faisait fiasco, et le général Pilsudski était interné en juillet à Magdebourg. Les Ruthènes profitèrent de la situation. L'Autriche, qui se livrait depuis des mois à un

pénible jeu de bascule, leur donna pour la première fois un portefeuille, en août, quand le cabinet Seidler succéda au cabinet Clam-Martinic.

Désormais, soutenus à fond par l'Allemagne qui n'espérait plus rien des Polonais, les Ruthènes étaient assurés de toutes les faveurs des empires centraux. Tandis que la révolution russe dégénère en démagogie, l'Autriche et l'Allemagne se servent d'eux et de leurs amis d'Ukraine pour hâter la ruine de l'unité russe. La Rada centrale de Kiev tend de plus en plus au séparatisme. Arrive la révolution bolchevique, puis l'armistice sur le front oriental. Les négociations de paix s'engagent à Brest-Litovsk. La comédie commence. Le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères de Vienne, multiplie les déclarations polonophiles, auxquelles l'Allemagne fait écho, mais on trouve des prétextes pour tenir la Pologne éloignée des négociations. Les délégués de la Rada de Kiev, en revanche, sont admis à Brest-Litovsk. Le plus influent des Ruthènes germanophiles d'Autriche, le baron Nicolas Wassilko, assiste à Berlin, dans les premiers jours de février 1918, à une conférence décisive qui a lieu entre le Chancelier Hertling, Czernin, Kühlman et Ludendorff. Il se rend ensuite à Brest-Litovsk. Moins d'une semaine plus tard était signé un traité de paix qui livrait à l'Ukraine les territoires polonais de Chelm, de Podlachie et de Polésie. En même temps Czernin et Seidler, par une convention tenue secrète, promettaient aux Ruthènes d'opérer à bref délai le partage de la Galicie.

Il en a été de la promesse faite par Czernin et Seidler en 1918 comme de celle qu'avait faite Stürgkh en septembre 1915. Les événements n'en ont pas permis la réalisation. Ces événements, on les connaît. L'Ukraine n'a pas donné aux Centraux ce qu'ils attendaient d'elle. L'indignation des Polonais a balayé Czernin, puis Seidler.

L'Autriche, effrayée, n'a pas osé ratifier le traité de Brest-Litovsk. Les Ruthènes de Galicie se sont alors tournés vers leurs protecteurs de Berlin où leurs délégués officiels, dans les derniers jours de mai 1918, ont reçu de M. de Kühlman l'assurance formelle que le traité de Brest-Litovsk serait exécuté. M. de Kühlman et ses assurances ont été emportés par la défaite. Les Ruthènes de Galicie attendaient toujours quand l'Autriche-Hongrie, puis bientôt après l'Allemagne impériale, se sont effondrées. Il semblait à ce moment, en octobre 1918, que les projets des Ruthènes fussent définitivement ruinés et qu'il ne leur restât plus, à eux et à leurs protecteurs de Berlin et de Vienne, qu'à se soumettre aux décisions de l'Entente victorieuse.

Il n'en a rien été. Le 1^{er} novembre, Ruthènes et Allemands déclenchaient soudain en Galicie orientale et centrale une offensive en règle contre les Polonais pour obtenir par la force des armes, avant le verdict du Congrès de la paix, la réalisation du programme qui leur tenait tant à cœur.

TROISIEME PARTIE

LE SENS DE LA GUERRE POLONO-RUTHÈNE

Nous n'avons pas ici à retracer les phases de la lutte qui ensanglante la Galicie depuis le 1^{er} novembre dernier. Il importe seulement de dégager de ses péripéties les éléments qui peuvent contribuer à fixer notre jugement sur la situation et permettre un règlement équitable du problème galicien.

Ces éléments sont les suivants : 1^o les Ruthènes ont préparé et engagé leur opération en connivence avec les Allemands; 2^o les Ruthènes ont trouvé un appui dans l'Ukraine bolchevisante; 3^o l'action des Ruthènes a un caractère d'anarchie et de destruction; 4^o la résistance des Polonais a un caractère national.

I

Coopération des Allemands avec les Ruthènes.

Les Allemands, depuis l'armistice du 11 novembre 1918, ont répété mille fois que s'ils étaient vaincus sur le front occidental ils demeureraient victorieux sur le front oriental. Ils s'obstinent dans la conviction, sincère ou feinte, qu'ils ont gagné la guerre à l'Est, et ils se comportent en conséquence. Le traité de Brest-Litovsk est resté à leurs yeux la charte de l'ordre nouveau en Europe orientale. C'est pourquoi l'armistice n'a nullement interrompu les opérations politiques qu'ils avaient engagées à l'Est. En particulier ils n'ont pas renoncé à tirer le maximum d'avantages possibles, en vue de paralyser la Pologne, de la situation créée par le séparatisme ukrainien.

Le 31 octobre 1918, c'est-à-dire la veille même du coup de force ruthène, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, organe officieux de la chancellerie de Berlin, insérait une note ainsi conçue : « La *Kijevskaïa Mysl* annonce qu'en relation avec les derniers événements internationaux et avec les changements de la situation politique le gouvernement autrichien a décidé de mettre en vigueur le traité de paix avec l'Ukraine non encore ratifié. Les milieux diplomatiques s'attendent dans un avenir très prochain à d'importantes décisions concernant le sort de certaines parties de la Galicie limitrophes de l'Ukraine ».

Comment l'Autriche, plus qu'agonisante à cette date, pouvait-elle se préoccuper soudain d'appliquer les clauses d'un traité qu'elle avait laissé de côté depuis huit mois et dont elle ne pouvait rien attendre ? Evidemment elle n'était en l'espèce qu'un instrument inerte, et c'était l'Allemagne qui, à la veille de sa propre chute, avait songé à demander un dernier service à ses amis Ruthènes. Elle s'était assuré pour cela la coopération des Allemands d'Autriche.

Les Polonais ont découvert aux environs de Lwów, dans la maison du curé uniote Hanitsky, celui-là même dont nous avons vu le rôle dans l'histoire de l'alliance entre les Ruthènes et l'Ostmarkverein, une note secrète en allemand envoyée au gouvernement autrichien, vers la fin d'octobre, par le « Conseil national ukrainien » que les Ruthènes venaient de constituer. La note disait que le Conseil national ukrainien avait « l'intention d'agir entièrement d'accord » avec le « gouvernement impérial et royal ». Elle demandait « le transfert aussi rapide que possible en Galicie orientale » d'une série d'unités formées de Ruthènes et qu'elle énumérait. « Il est désirable, spécifiait-elle, que seuls des officiers allemands soient désignés en dehors des officiers d'origine ukrainienne ». Elle

offrait au haut commandement autrichien de diriger les opérations « afin d'unifier l'action militaire » contre les Polonais.

Le haut commandement s'est exécuté. Les transports de troupes demandés ont été opérés avec diligence. Le 31 octobre, le général Pfeffer, commandant de la place de Lwow, a livré aux Ruthènes les casernes, armes et magasins militaires de la ville, tout en prodiguant aux Polonais inquiets les affirmations les plus rassurantes. Quelques heures après, les Ruthènes se rendaient maîtres de Lwow. Le même général Pfeffer, le matin du 3 novembre, réunissait tous les officiers sous ses ordres et, en présence des délégués du Conseil national ukrainien, il les invitait en termes pathétiques à se mettre à la disposition du nouveau commandement ruthène.

Un archiduc autrichien authentique a mis son épée au service des Ruthènes. C'est l'archiduc Guillaume, jeune capitaine de cavalerie, fils de l'archiduc Charles-Etienne dont il a été si souvent parlé comme candidat au trône de Pologne. Les Habsbourg et les Hohenzollern lui avaient depuis longtemps destiné la couronne d'Ukraine. Depuis longtemps aussi, pour préparer le terrain, il s'était mis secrètement en rapport avec les milieux nationalistes ruthènes, et il avait même été appelé au commandement de la petite légion ruthéno-ukrainienne de l'armée austro-hongroise. Ces relations et la part directe qu'il a prise à l'agression des Ruthènes en Galicie sont démontrées par une série de documents sur lesquels les Polonais ont réussi dernièrement à mettre la main (1).

Il va sans dire que le nouveau gouvernement de Vienne a été très étonné d'apprendre que des Autrichiens et

(1) Quelques-uns de ces documents sont reproduits par *l'Indépendance polonaise* du 8 février 1919 (p. 8).

Guillaume de Habsbourg collaboraient avec les Ruthènes. Au milieu de novembre, le chargé d'affaires polonais à Vienne ayant présenté une protestation, le D^r Bauer, directeur de l'office des Affaires étrangères, lui a répondu que le gouvernement de l'Autriche allemande avait prescrit à ses soldats de rester neutres, et il a promis de renouveler ses ordres.

On imagine ce que pouvait valoir la promesse. Allemands d'Autriche et Allemands d'Allemagne ont continué à fournir aux Ruthènes des chefs, des combattants, des munitions et du matériel. Ce sont des canons allemands de gros calibre qui ont entrepris le bombardement de Lwów, et ce sont des avions allemands qui ont terrorisé les populations. Tous les jours des soldats allemands se trouvent parmi les ennemis capturés par les Polonais. Le consul allemand de Lwów, Heinz, l'agent de l'Ostmarkverein dont il a été question plus haut, a fait de ses bureaux un centre d'organisation et d'espionnage. Les autorités militaires polonaises, après l'avoir arrêté, ont saisi chez lui une collection d'actes consulaires d'où il ressort avec évidence qu'il a contribué très activement à la formation de l'armée ruthène de Galicie. Ce sont les Allemands enfin qui, pour achever de brouiller la situation, ont essayé de provoquer des troubles et qui, pour égarer l'opinion sur le compte de la Pologne, ont rempli le monde de rumeurs sur de prétendus pogromes en Galicie.

Pour achever de se convaincre de l'inspiration foncièrement allemande de l'entreprise ruthène, il suffit de lire ce qu'écrivait la *Deutsche Zeitung* de Berlin à la date du 3 novembre, au moment où les premiers succès semblaient beaucoup promettre : « Le vieux champ de bataille qui, à plusieurs reprises au cours de cette guerre, a vu fuir les hordes moscovites sous les coups des armées allemandes, redevient aujourd'hui un terrain de combat. Les Austro-

Allemands et les Ukrainiens se battent contre les Polonais, et Lwów, pour la troisième fois pendant la guerre, est occupé par les Allemands: » (1)

II

L'Ukraine au secours des Ruthènes.

Quand une « Constituante ukrainienne » a été réunie à Lwów, le 19 octobre, elle a décidé de ne pas se joindre à l'Ukraine russe. Quand les Ruthènes, le 13 novembre, ont proclamé officiellement leur indépendance, c'est une « République d'Ukraine occidentale » qu'ils ont fondée, c'est-à-dire un État nettement distinct de celui dont le centre était à Kiev. Il semblait donc que le mouvement de Galicie orientale fût sans liaison avec les affaires d'Ukraine. En réalité il a eu dès le premier jour l'appui du gouvernement de l'hetman Skoropadski, comme il a eu plus tard celui du Directoire Vinnitchenko, comme il a maintenant celui des Bolcheviks d'Ukraine. Après une très courte période d'indépendance nominale, la « République d'Ukraine occidentale » a été absorbée par le gouffre de l'Ukraine orientale.

(1). On ne s'étonnera pas que les Ruthènes s'indignent à la pensée que leurs amis de Berlin puissent être condamnés à payer les frais de la guerre. Ainsi le 12 décembre l'*Ukrainsky Golos*, organe officiel de leur gouvernement nominal, publiait un éditorial intitulé : « La politique des chevaliers à la noble devise : A moi d'oser, à toi de te battre ». Il y déplorait tout particulièrement la dureté impitoyable de la France à l'égard de l'Allemagne. « Ce proverbe, disait-il, s'applique admirablement aux succès des certains peuples et avant tout à ceux des Français et des Polonais, ces derniers imitant toujours la France, surtout lorsqu'il s'agit d'une mauvaise action... Il est indéniable que ce n'est pas la France qui l'a emporté sur l'Allemagne. C'est à l'Angleterre qu'il faut attribuer la victoire, et plus encore à l'Amérique. Sans ces auxiliaires, la France serait aujourd'hui sous les pieds de l'Allemagne comme l'Allemagne est sous la botte de ses vainqueurs. La conscience de ce fait et le sentiment de ce bonheur devraient enseigner au peuple français l'indulgence et la générosité. La France doit se rappeler que c'est elle qui a le moins à dire ».

Le 4 novembre, le chargé d'affaires ukrainien à Vienne, Lipinsky, déclare officiellement au chargé d'affaires polonais que son gouvernement est complètement étranger aux événements de Galicie orientale et qu'il ne désire aucun conflit avec la Pologne. Mais pendant ce temps Skoropadski profite des embarras nouveaux de la Pologne pour envoyer des troupes dans le pays de Chelm attribué à l'Ukraine par le traité de Brest-Litovsk, et le gouvernement de Kiev adresse à Varsovie, le 7, une note de réclamation relativement à l'exécution des clauses de ce traité. Il est clair que cette démarche était un des éléments de l'opération politique que laissait apparaître l'entrefilet de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* cité plus haut. L'Ukraine s'avisait en même temps que l'Autriche de remettre à l'ordre du jour le traité de Brest-Litovsk, et la manœuvre, à Kiev comme à Vienne, était destinée à appuyer l'entreprise ruthène en Galicie. Dans une série de communications présentées ultérieurement à la Pologne et conçues en termes fort peu conciliants, le gouvernement de Kiev a refusé toute entremise en affirmant que les Ruthènes usaient de leur bon droit au même titre que les Polonais. Il assurait même, dans une de ces communications (le 7 nov.), que les Ruthènes ne faisaient que prendre régulièrement possession du pouvoir « avec le concours des troupes autrichiennes dans la composition desquelles entrent les régiments de Galicie tant polonais qu'ukrainiens ».

Rien n'a été modifié dans le fond de la situation quand les Allemands, à la fin de décembre, ont substitué à Skoropadski le Directoire Vinnitchenko-Petlura. Les tendances russes du premier leur étaient à ce moment moins avantageuses que le séparatisme du second, qui était tout disposé à poursuivre une politique d'accord avec Berlin en ce qui concernait les affaires polonaises et ruthènes.

La seule différence entre le gouvernement nouveau et celui qu'il remplaçait a été que le Directoire a résolument mis en œuvre le bolchevisme pour abattre la résistance des Polonais.

Le 28 décembre, le « Directoire de la République démocratique de l'Ukraine » a lancé en prenant le pouvoir un « Appel à tous les peuples et à leurs gouvernements ». Il leur adressait un « salut fraternel » et protestait de ses dispositions pacifiques. Sous le couvert de ces phrases, il organisait la lutte contre la Pologne, envoyait des troupes en Galicie, inondait la Volhynie et la Podolie d'émissaires qui prêchaient l'extermination des Polonais. Le 1^{er} janvier, il reprend soudain la conversation que le gouvernement Skoropadski avait voulu engager le 7 novembre avec Varsovie sur le terrain du traité de Brest-Litovsk. Il se plaint que la note du 7 n'a pas reçu de réponse, signale de nouveaux « abus » des Polonais, et réclame d'urgence des « éclaircissements ». Le 3, les Ruthènes de Galicie proclament leur réunion à l'Ukraine, et le Directoire salue « avec une grande joie cet acte historique de nos frères occidentaux », cette réalisation « des rêves séculaires pour lesquels ont vécu et sont morts les meilleurs fils de l'Ukraine ». Le 6, il refuse brutalement d'accepter les attachés militaires que la Pologne désire accréditer à Kiev. Enfin, quelques jours après, il conclut une convention militaire formelle avec les Allemands contre la Pologne.

Les Polonais possèdent le texte d'un rapport sur cette convention secrète. Elle a été signée du côté allemand par le général Gieseke, chef d'État-major du 21^e corps, et par le major Mühlner von Mühlheim, chef de la mission militaire allemande à Kiev. Elle comporte six paragraphes, dont les deux premiers sont ainsi analysés : « 1. Le commandement allemand assure aux autorités ukrainiennes

le pouvoir militaire dans le rayon Holoby-Kowel-Pinsk-Brest-Wlodawa, et s'engage à ne pas laisser entrer les Polonais dans ledit rayon jusqu'à la fin de l'évacuation et à transmettre toutes les parties de ce territoire à mesure qu'elles seront abandonnées par les Allemands. — Les Allemands ne feront aucun obstacle aux opérations de nos troupes dans la direction Vladimir Volinski-Sokal ; en outre l'aile droite de nos troupes, pendant ces opérations, sera entièrement couverte par les Allemands contre une offensive polonaise sur le territoire qu'ils occupent. »

Forts de ces garanties données par l'Allemagne, les Ukrainiens ont hardiment prolongé vers le nord de la Galicie les opérations engagées antérieurement par leurs « frères » ruthènes. Ils ont aussi pris contact avec les Tchèques, qui ont constitué à Kiev une « Société économique et commerciale » dont la compétence s'est étendue aux affaires politiques. En janvier, le ministre Tchekhovsky, au cours d'un entretien avec des journalistes, déclarait que le cabinet de Kiev avait examiné l'éventualité d'une entente étroite avec la Bohême. Mais les Bolcheviks, en février, chassaient de Kiev le Directoire. Le nouveau gouvernement séparatiste, celui de M. Ostapenko, erre, on ne sait où, à travers l'Ukraine. Ce sont les Bolcheviks qui ont finalement assumé la tâche d'arracher aux Polonais la Galicie orientale.

En définitive, les événements qui se sont déroulés en Ukraine dans ces derniers mois prouvent ou plutôt achèvent de prouver deux choses, à savoir que l'Ukraine, sous quelque régime qu'elle se trouve, est aux mains des Allemands un instrument docile d'action antipolonaise, et que les Ruthènes de Galicie, en s'appuyant sur Kiev, n'ont fait que rapprocher de l'Occident le danger de l'anarchie bolchevique.

III

Caractère anarchique de l'action ruthène.

Le mouvement ruthène de Galicie, malgré sa violence, est superficiel. Il n'est national qu'en apparence. Il n'est pas une force créatrice, mais une force de destruction. Il n'organise pas, il disloque. En cela il représente bien quelques-uns des caractères spécifiques de l'esprit ukrainien.

D'abord, il faut savoir qu'il ne traduit aucunement les aspirations générales des Ruthènes de Galicie. D'irréductibles oppositions de doctrines s'affirment plus énergiquement que jamais, et c'est une première forme de l'anarchie atavique de la race. A côté du parti nationaliste ruthéno-ukrainien il existe un parti ruthéno-russe qui n'a pas désarmé. En 1914, dans ses rapports à l'empereur d'Autriche, divulgués naguère par le gouvernement de l'Autriche allemande, l'archiduc Frédéric, généralissime des armées austro-hongroises, met nettement en vue ces oppositions fondamentales, en avouant que le parti ruthéno-ukrainien, n'est pas le plus fort. Les organisations ruthéno-ukrainiennes, dit-il, « sont hors d'état de contre-carrer le mouvement russophile parmi les Ruthènes ». Il constate que les luttes des partis polonais ont un caractère tout autre: « Au commencement de la guerre, la population ruthène s'est trouvée partagée en deux camps dont un n'a pas hésité à appuyer l'ennemi lors de son invasion. Quant aux partis polonais, on peut dire que pour eux l'espoir de restaurer un État polonais indépendant est le seul facteur qui décide de leur attitude ».

L'état de choses observé en 1914 par le généralissime autrichien s'est certainement modifié, mais pas d'une façon essentielle. Les nationalistes ont chez leurs propres

compatriotes des adversaires acharnés, dont il est d'ailleurs difficile d'évaluer aujourd'hui le nombre, mais qui prétendent représenter encore la majorité. Les Ruthènes russophiles ont condamné de toute leur énergie l'entreprise de Galicie. Dès le 7 novembre, ils tenaient à Sanok un Congrès où ils votaient un ordre du jour de réprobation : « ... Nous refusons au parti dit ukrainien le droit d'être l'interprète et le représentant de la nation ruthène de Galicie qui, dans son énorme majorité, se considère non comme nation ukrainienne, mais comme nation russe. En même temps nous constatons avec indignation qu'une partie des meneurs actuels de la politique ukrainienne n'ont pas hésité à être sans interruption au service des empires centraux, et c'est par leur faute que des centaines d'intellectuels ruthènes pacifiques et des milliers de pacifiques paysans ruthènes, arrêtés au cours de la guerre, ont été victimes des atrocités magyaro-allemandes, pendus, emprisonnés et jetés dans les camps d'internement ».

Des manifestations tout aussi caractéristiques se sont produites sur d'autres points de la Galicie, comme dans un grand meeting où les paysans des districts montagneux, le 5 décembre, ont adopté une résolution où ils affirmaient être « une nation de la grande Russie » et juraient de n'appartenir jamais à l'Ukraine « gouvernée par des pères sauvages ».

Ainsi les Ruthènes, aujourd'hui comme hier, offrent le spectacle d'une désunion probablement unique en son genre, car elle intéresse les questions les plus fondamentales. Ils ignorent ce qu'ils sont, et ils ne savent où aller. A ce premier point de vue on ne peut pas reconnaître un caractère national sérieux à l'action de certains d'entre eux contre la Pologne.

Il en est de même à un second point de vue, qui est la façon même dont ils poursuivent cette action. Ils ont créé

en Galicie un « Corps de Gonta ». Le détail est significatif. Il montre qu'ils prétendent — et d'ailleurs ils le disent en toute occasion — renouer les traditions de leurs « ancêtres ». Ces traditions, c'est la Cosaquerie, le régime des *Haydamaks*, incarné en la personne des Chmielnitsky, des Zelezniak et des Gonta, célèbres meneurs du xvii^e et du xviii^e siècles. Ce qu'étaient ces hommes qui inondèrent l'Ukraine de sang, demandons-lè à l'un des plus savants historiens ruthènes du xix^e siècle, Pantalémon Koulisch : « Les héros que nous vénérons, Chmielnitsky, Gonta, Zelezniak, ces modèles qui nous sont donnés en exemple, n'étaient, à vrai dire, que des bandits, des forçats ». Nous les appellerions aujourd'hui tout simplement des Bolcheviks. Ils avaient du bolchevisme la passion de détruire, la haine des valeurs, l'espèce de frénésie d'anéantissement.

Les nationalistes ruthènes, en se mettant sous le patronage de Gonta, l'instigateur de la plus sinistre tuerie des temps modernes (les massacres d'Human en 1768), nous ont indiqué eux-mêmes à quelle lignée morale ils appartenaient. Il n'y a pas eu là une révélation pour quiconque avait une idée de leur propagande d'avant-guerre. On pouvait lire en 1913 dans une brochure publiée à Paris : « L'idéal social du futur Etat petit-russien a été ainsi formulé : ni paysan, ni pope, ni seigneur. Le paysan deviendra un ouvrier occupé à l'exploitation agricole. Mais que faire du pope, du seigneur et du juif? Les chefs politiques ruthènes de Galicie l'ont plus d'une fois proclamé sans ambages : mettre le feu aux biens, égorger, ou pendre tout ce qui n'est pas paysan. Ceci n'est point une invention. On le trouve répété journellement dans les feuilles quotidiennes et les publications périodiques ruthènes (1) ».

(1) F. Revel : *Qu'est-ce que la question ruthène en Autriche?* (Paris, 1913).

Les théories que l'on nous signalait en 1913 sont entrés en 1918 dans la phase d'application.

Cette application est féroce. Les Ruthènes s'ébattent dans le crime avec une aisance stupéfiante. Ils fouettent à coups de fils de fer barbelés, découpent les chairs en lanières, vident les orbites d'un coup d'ongle, rôtissent les pieds, bombardent les hôpitaux, assassinent les parlementaires, tirent sur les missions alliées, et se moquent de toutes les lois d'humanité comme de toutes les conventions internationales. Ils ont donné à la guerre de Galicie un caractère d'infamie dont nous n'avons pas idée, et qui rappelle bien, en effet, les exploits des hordes tatares dont ils sont fiers d'être les héritiers. L'égorgeage en masse des Juifs de Lwów, le 22 et le 23 novembre, rappelle les plus brillantes traditions de l'époque des Zeleznik et des Gonta. Ils avaient eu soin, pour cette besogne, d'ouvrir les portes des prisons aux malfaiteurs de droit commun. Ajoutant le mensonge à la bestialité, ils ont chargé leurs amis allemands de faire savoir au monde que c'étaient les Polonais qui avaient encore une fois lâché la bride à leurs passions antisémites.

Le dossier des abominations ruthènes est constitué. Nous voudrions qu'il fût connu de tous. Nous avons le droit de juger une cause par les moyens qui sont mis en œuvre pour la défendre. Or les moyens des Ruthènes sont infâmes. Avant la guerre, ils avaient promis aux Polonais « un Grunwald en terre ruthène ». Ils ne leur ont donné que des Louvain. Ce qui est tout à fait caractéristique de leur esprit, c'est l'acharnement avec lequel ils s'en sont pris aux intellectuels polonais et à toutes les choses polonaises qui sont indiscutablement, dans le pays, la civilisation elle-même. Ils n'ont pas voulu dominer le polonisme, ils ont voulu l'anéantir. Toute leur presse, dès le mois de novembre, réclame l'expropriation forcée

des Polonais, et leur ministre des affaires agraires inaugure sa gestion en élaborant un projet en ce sens. L'*Ukrainskie Slovo* du 16 novembre, parlant des premières tâches à réaliser, écrit : « Dans l'Etat ukrainien occidental, il ne faut pas autant de gymnases polonais qu'il en existe actuellement. La plus grande partie des établissements d'enseignement devront passer aux Ukrainiens. » « Nous obtiendrons des écoles supérieures, écrit le *Dilo* du lendemain, en ukrainisant celles qui existent déjà ». Les Ruthènes suspendent les journaux polonais, congédient les hauts fonctionnaires polonais, interdisent l'emploi du polonais dans les bureaux, effacent les inscriptions polonaises, incorporent de force les Polonais, ferment les écoles polonaises, abattent les monuments élevés à la mémoire des Sobieski, des Slowacki, des Mickiewicz, monuments que l'invasion russe avait laissés intacts.

Nous avons sous les yeux une poignante supplique adressée par les Polonais de Galicie orientale à M. Holubovitch, président de la « République occidentale ukrainienne ». Après avoir fait une description horrifiante de leur martyre, description qui n'est, disent-ils, « qu'un faible tableau », ils ajoutent : « Nous ne vous demandons pas autre chose qu'un peu d'humanité et de justice envers notre nation ». On trouve dans cette supplique, entre autres détails, un passage où apparaît bien cette haine de l'intellectuel qui n'est pas une forme d'un sentiment national quelconque, mais simplement une variété de la démagogie bolcheviste. Il y est question d'une soixantaine d'otages pris à Jaworow et emmenés à pied à Zolkiew et à Tarnopol : « Pendant toute la route, ces personnes, dont trois femmes, furent maltraitées par les soldats d'escorte et durent subir les injures les plus grossières accompagnées de coups de crosse. Sous la menace d'être fusillés sur place, on les dépouilla de tous leurs effets, habits,

pelisses, chaussures, portefeuilles, porte-monnaie, montres, bagues et anneaux de mariage. A leur arrivée à Tarnopol, ces malheureux offraient un spectacle des plus pitoyable. Nu-pieds ou avec des chaussures déchirées, vêtus de quelques haillons de linge, de vieux pantalons, de capotes militaires en loques, ainsi se présentait un des plus hauts fonctionnaires civils de la contrée, tel était l'aspect de préfets, de magistrats, de directeurs de gymnase, de professeurs... »

IV

Caractère national de la résistance polonaise.

Les sentiments dont les Polonais sont animés dans leur lutte contre les Ruthènes forment le contraste le plus frappant avec ceux de leurs adversaires. Au lieu d'aveugles instincts et d'un obscur besoin de détruire, c'est la conscience nette d'un intérêt national supérieur qui coïncide avec l'intérêt général de la civilisation.

Les Ruthéno-Ukrainiens ont répandu à profusion un tract de propagande auquel ils ont donné pour titre : « Qui lutte contre nous sur le front polonais ». L'imposture y est poussée aux dernières limites : « ... Quinze millions de paysans polonais ont voulu s'appeler Ukrainiens et établir leur république paysanne. Nous ne le permettons pas, ont dit les propriétaires fonciers polonais, quand les Galiciens, à l'exemple des Ukrainiens du Dniepr, ont proclamé leur propre république ukrainienne populaire... Pour la défense de leur droit divin, ils ont maintenant pris les armes sur les frontières occidentales de notre république populaire unifiée. Pour sauver « ce qui leur a été donné par Dieu », c'est-à-dire leur domination sur le peuple ukrainien, ils rampent aujourd'hui de-

vant un général de l'Entente avec l'espoir d'obtenir à force de prières un envoi de troupes contre le « pays insurgé »... Le glaive leur sera arraché des mains, parce que les seigneurs polonais ont contre eux le peuple polonais. En vain la bourgeoisie polonaise ukrainophobe appelle à elle tout le peuple polonais. La Pologne des travailleurs ne songe pas à lutter contre l'Ukraine... ».

Il serait difficile de travestir plus outrageusement la vérité. Toutes les classes et tous les partis de toute la Pologne se sont dressés contre l'agresseur ruthène. Tous ont accouru pour défendre non pas les privilèges d'une catégorie de citoyens, mais le patrimoine collectif de la nation. Ce sont les régiments de l'ancienne Pologne prussienne, les paysans de Posnanie, les ouvriers de Silésie, qui sont venus en mars, dégager définitivement Lwów. Car Lwów, pour le prolétaire aussi bien que pour l'aristocrate et le bourgeois, est le symbole des grandes traditions de lutte contre la barbarie orientale. Il n'est pas un d'entre eux qui n'ait compris que le bolchevisme ruthène d'aujourd'hui, appuyé par le germanisme, n'est que le successeur et héritier des Mongols, des Cosaques, des Tatares et des Turcs.

Demandons aux Occidentaux qui sont allés regarder les choses sur place si ce sont les « propriétaires fonciers polonais » qui sont aux prises avec la « démocratie ukrainienne ». Ils nous diront qu'ils ont eu là-bas le spectacle d'un enthousiasme collectif incomparable, et que l'héroïsme y est monnaie courante. Ils nous diront même que parmi tous les épisodes de la grande guerre il n'en est certainement pas beaucoup qui vailent en beauté la résistance des Polonais à Lwow. Bornons-nous à deux attestations récentes de témoins oculaires. Dans le *New-York Herald* du 25 mars, M. Cameron Mackenzie écrivait : « On pouvait penser, avant d'arriver en Pologne, qu'il ne pourrait

y avoir d'armée plus jeune que celle qui vint la première d'Amérique en France. Pourtant maintenant mon seul désir est de voir défiler montant vers le Palais de Buckingham, ou descendant la V^e Avenue, ou suivant les Champs-Élysées, un régiment que l'on pourrait aisément composer de certains soldats qui luttent actuellement au front de Lwow. J'ai vu de mes propres yeux des enfants-soldats dont la tête dépassait à peine le fusil et à qui l'on ne pouvait donner plus de 13 à 14 ans ».

« Tout le monde ici, écrit l'envoyé spécial du *Matin* (21 mars), a l'air de se battre. Longeant les murs, on rencontre de vieux messieurs, l'air paisible, des jeunes filles ou des gosses armés jusqu'aux dents. Beaucoup d'entre eux ont rendu de grands services, et chez un marchand de cartes postales je trouve plusieurs photos de gamins de 12 ou 13 ans, qui ont fait deux mois de tranchées avant d'avoir été mortellement atteints ».

Les témoins que nous citons n'ont probablement pas entendu parler du tract où les Ruthènes représentent la résistance des Polonais comme une lutte de la réaction capitaliste. A défaut d'autres preuves, leurs correspondances suffiraient à établir que ce tract est sorti de l'école de l'Agence Wolff et des radios soviétiques. La guerre de Galicie est une croisade de la Pologne.

V

Une note des Ruthènes à M. Wilson.

Agresseurs des Polonais, complices des Allemands et des Bolcheviks, destructeurs féroces de tout ce qui est civilisation, dédaigneux de toutes les lois d'humanité et de toutes les maximes du droit des gens, les Ruthènes se

sont adressés à M. Wilson trois semaines après avoir engagé leur offensive en Galicie. Cette note, qui porte la signature du D^r Petruchevitch, président du « Conseil National ukrainien » est assez expressive par elle-même pour qu'il soit inutile d'ajouter quelque chose à son texte :

« Le 19 octobre de l'année courante, un État ukrainien s'est constitué sur les territoires de l'ancienne Autriche habités en majorité par les Ruthènes. Nous avons mis un soin scrupuleux à ne comprendre dans cet État que les régions où existe une majorité ukrainienne. Dans ces régions, le Conseil National ukrainien applique tous ses soins à maintenir l'ordre, et il réprime énergiquement tous les actes d'inhumanité et tous les abus de pouvoir. Toutefois le mécontentement et l'indignation ne cessent d'augmenter dans la population ukrainienne, étant donné que la Commission polonaise de liquidation de Cracovie (1), au nom du gouvernement varsovien et évidemment en accord secret avec l'ex-empereur d'Autriche qui veut par là s'assurer la couronne de Pologne, tend à annexer la totalité de la Galicie, c'est-à-dire le territoire ukrainien situé en Galicie Orientale à l'Est du San et des Karpathes. Nous défendons notre territoire de Galicie avec nos propres forces ukrainiennes et non pas de la manière que vous indiquent faussement, Monsieur le Président, les informations du gouvernement de Varsovie. Actuellement les troupes polonaises envoyées par le gouvernement de Varsovie essaient de nous courber de nouveau sous le joug de l'étranger. De son côté, la Roumanie occupe presque toute la Bukovine, c'est-à-dire aussi les régions habitées par une majorité ukrainienne. Cette conduite, de part et d'autre, est en contradiction, Monsieur le Président, avec les principes que vous avez formulés. Il n'existe pas, dans

(1) Autorité provisoire établie dans la période de dislocation de l'Autriche-Hongrie.

notre nation, de terrain favorable au bolchevisme et à l'anarchie. Le bolchevisme ne pourrait être que le fruit du désespoir qui s'emparerait certainement de la nation ukrainienne si elle était abandonnée, dans ces circonstances difficiles, par la démocratie occidentale victorieuse.»

CONCLUSIONS

Les grandes puissances de l'Entente ont cru pouvoir adopter une attitude de neutralité en face du conflit polono-ruthène. La guerre continue. Le problème de Galicie orientale attend sa solution. Cette solution, quelle doit-elle être? Pour répondre à cette question, nous nous placerons successivement au point de vue du droit des peuples concurrents et au point de vue des intérêts généraux de la collectivité des nations.

I

L'unique argument des Ruthènes.

Les Ruthènes prétendent être autochtones en Galicie orientale, mais les Polonais ne le sont pas moins. Ils invoquent des considérations historiques que les Polonais n'ont pas de peine à réfuter. Le seul argument qu'ils soient en mesure de faire valoir sérieusement est l'argument du nombre. Ils dépassent d'environ 19 %, en Galicie orientale, le chiffre de la population polonaise : 58 % contre 39 %. Or, on doit faire sur ce point les observations suivantes :

1° Cette majorité est faible.

2° Les Ruthènes ne sont pas en présence de la seule minorité polonaise. La Galicie orientale comprend environ 600.000 Israélites, dont le plus grand nombre ont opté pour la nationalité polonaise. Elle comprend aussi 50 à

60.000 Allemands, sans compter un certain nombre de représentants d'autres nationalités qui sont toutes à un degré de civilisation très supérieur à celui des Ruthènes.

3° Un grand nombre de Ruthènes (peut-être la moitié, au moins le tiers) refusent obstinément de se considérer comme « Ukrainiens » et prétendent appartenir à la « nation russe ».

4° Une quantité de Ruthènes (il est difficile d'en évaluer le nombre) ne se sentent ni Ukrainiens, ni Russes, et continuent à cohabiter très pacifiquement avec les Polonais. Les mariages mixtes sont très fréquents. Une famille sur trois ou quatre a des attaches polonaises ou ruthènes. L'exemple le plus frappant est le cas de la famille des Szeptycki : André Szeptycki est métropolitain grec-uni de Lwow, et son frère Stanislas était encore en février dernier chef d'Etat-major général de l'armée polonaise. Il n'est pas d'un optimisme exagéré d'admettre que, une fois éliminée l'action des influences étrangères, l'antagonisme artificiel entre Polonais et Ruthènes disparaîtra dans un avenir peu éloigné, parce que le rapprochement entre les Ruthènes de Galicie et l'Ukraine est lui-même un phénomène artificiel.

Tous ces faits réduisent considérablement l'importance de la majorité numérique, déjà faible par elle-même, dont les Ruthènes disposent en Galicie. Leurs revendications, malgré ce que les chiffres indiquent à première vue, manquent de toute base ethnographique solide.

A un autre point de vue encore ces chiffres ne sauraient suffire à eux-mêmes. Si nous les transportons sur la carte au lieu de les considérer abstraitement, nous constatons en Galicie un inextricable enchevêtrement ethnique. On peut même dire, d'une façon générale, que toute délimitation ethnique approximativement rationnelle est impossible entre le San et le Dniestr. La Galicie offre

un des cas typiques où le principe des nationalités est incapable de réaliser une solution juste.

Supposons, en effet, que l'on donne satisfaction aux Ruthènes, c'est-à-dire qu'on leur attribue la Galicie orientale. Il en résultera que 2 millions de Polonais passeront sous la domination ukrainienne. A ces 2 millions doivent être ajoutés les Polonais qui habitent la Podlachie, la Volhynie, la Podolie, le pays de Kiev, soit au bas mot 1.500.000 individus. Au total, 3 millions et demi de Polonais deviendront sujets ukrainiens, tandis qu'environ 80.000 Ruthènes resteront sujets polonais (c'est à peu près le chiffre des Ruthènes en Galicie à l'ouest du San).

Si la Galicie orientale reste à la Pologne, 3 millions 200.000 Ruthènes seront incorporés à la Pologne, tandis que 1.500.000 Polonais resteront incorporés à l'Ukraine.

Dans la première solution, les Polonais laisseront sous la domination ruthène 3 millions 400.000 individus de plus que les Ruthènes n'en laisseront sous la domination polonaise. Dans la seconde solution, les Ruthènes laisseront sous la domination polonaise 1 million 700.000 individus de plus que les Polonais n'en laisseront sous la domination ruthène.

Il est clair que la première solution répartit les sacrifices d'une façon incomparablement moins équitable que la seconde. La perte qu'elle impose aux Polonais est environ 44 fois plus élevée que celle qu'elle impose aux Ruthènes, alors que la seconde solution impose aux Ruthènes une perte 2 fois plus élevée que celle qu'elle impose aux Polonais.

Ainsi, même au simple point de vue numérique, donner la Galicie orientale aux Ruthènes, ce serait choisir la solution qui, au lieu de concilier dans la mesure du possible les droits des intéressés, sacrifie totalement l'une des parties à l'autre. Nous avons le droit de dire, que le

maintien de la Galicie orientale dans le cadre de l'État polonais, loin de violer le principe des nationalités, est simplement une solution transactionnelle qui réalise le maximum de justice possible dans le cas donné.

II

Intérêts généraux de la civilisation.

La Galicie a toujours été le point le plus menacé du front oriental polonais. Elle a joué un rôle capital dans la protection de l'Occident contre la poussée de tous les barbares qui, à des époques diverses, ont tenté de se frayer un chemin vers l'Europe centrale. Rattacher la Galicie à l'Ukraine, ce serait détruire toute l'œuvre historique de la Pologne et favoriser une régression de la civilisation.

La société ruthène, tout à fait primitive dans son ensemble, n'est pas en état de faire œuvre utile en Galicie, ni au point de vue intellectuel, ni au point de vue économique. Il n'est pas possible d'admettre que, par la volonté des démocraties occidentales, une agglomération nombreuse d'individus hautement cultivés, maîtres dans tous les domaines d'activité, et soutenus par des traditions historiques brillantes, soit subordonnée à une masse amorphe dont la presque totalité est constituée par des paysans incultes et qui représente peut-être la société la plus primitive de toute l'Europe.

Une erreur sur ce point serait d'autant plus funeste au moment où de puissantes actions s'exercent en Europe dans le sens d'une désorganisation totale de l'ordre social. C'est en raison de leur infériorité de culture que les Ruthènes se sont montrés particulièrement accessibles, avant la guerre, aux conceptions sociales les plus outrancières. C'est pour la même raison qu'ils n'ont pas résisté

à l'influence du pangermanisme, dont ils sont devenus les instruments dociles, après avoir été les instruments de la Sainte-Alliance. Le nationalisme ruthène, germanophile, est en même temps bolchévisant. Il combine ainsi les deux principaux éléments de destruction qui menacent la civilisation contemporaine. Lui donner satisfaction en lui abandonnant la partie orientale de la Galicie, ce serait combler les vœux de l'Ostmarkverein, réaliser les plans que les États du centre n'avaient pas réussi, par leurs propres moyens, à faire aboutir, ouvrir au germanisme la voie de l'Orient et au bolchevisme la voie de l'Occident.

Dans les premiers jours d'avril, Bela Kun, le chef du nouveau gouvernement bolchevik hongrois, adressait à Kiev et à Moscou un radio où il approuvait les revendications des Ruthènes sur la Galicie orientale. Il y proposait aussi une alliance russo-magyaro-ukrainienne contre l'Entente, et spécialement contre la Pologne et la Roumanie. Quand nous n'aurions en main que ce document pour trancher la question galicienne, il suffirait. Un fait domine tout : la coalition des bolchevismes contre les États civilisés. En face de ce danger, deux pays, placés en avant-garde, sont particulièrement menacés, la Pologne et la Roumanie. Les deux pays ont besoin d'une frontière commune et ils la demandent avec insistance. En octobre 1918, avant que le péril fût aussi prononcé, le général Iliesco, ancien généralissime des armées roumaines, écrivait déjà un mémoire en ce sens. « Il faut immédiatement, y disait-il, travailler à la constitution de deux États solides sur l'axe : embouchure de la Vistule-embouchure du Danube, dirigé du nord au sud, de la mer Baltique à la mer Noire. Ces États, la Pologne et la Roumanie, doivent avoir une frontière commune dans les Karpathes au sud de la Galicie... »

A ce mémoire d'octobre, l'Allemagne a répondu en novembre par l'agression ruthène, dont un des objectifs principaux a été de couper la communication entre la Pologne et la Roumanie, et d'empêcher la constitution d'un front commun de défense. La Galicie orientale étant l'unique région où les deux pays puissent entrer en contact et coordonner leur action, la cession de cette province aux Ruthènes équivaldrait, à ce point de vue encore, à faire triompher les combinaisons du germanisme et à lui préparer un terrain d'action pour l'avenir. Elle ruinerait tout le système de défense des peuples alliés qui se trouvent placés, sur le front d'Orient, aux avant-postes de la civilisation.



TABLE

PREMIÈRE PARTIE

Polonisme et Ruthénisme en Galicie.

	Pages
I. — La Galicie au point de vue géographique.	6
II. — Histoire de la Galicie	8
III. — Statistique des populations.	13
IV. — Civilisation polonaise et civilisation ruthène	17
V. — La légende de l' « oppression polonaise »	21

DEUXIÈME PARTIE

Les Ruthènes et les empires centraux.

I. — L'Autriche et le ruthénisme avant la guerre	30
II. — Les pangermanistes patrons du nationalisme ruthène	34
III. — Les Ruthènes pendant la guerre	42

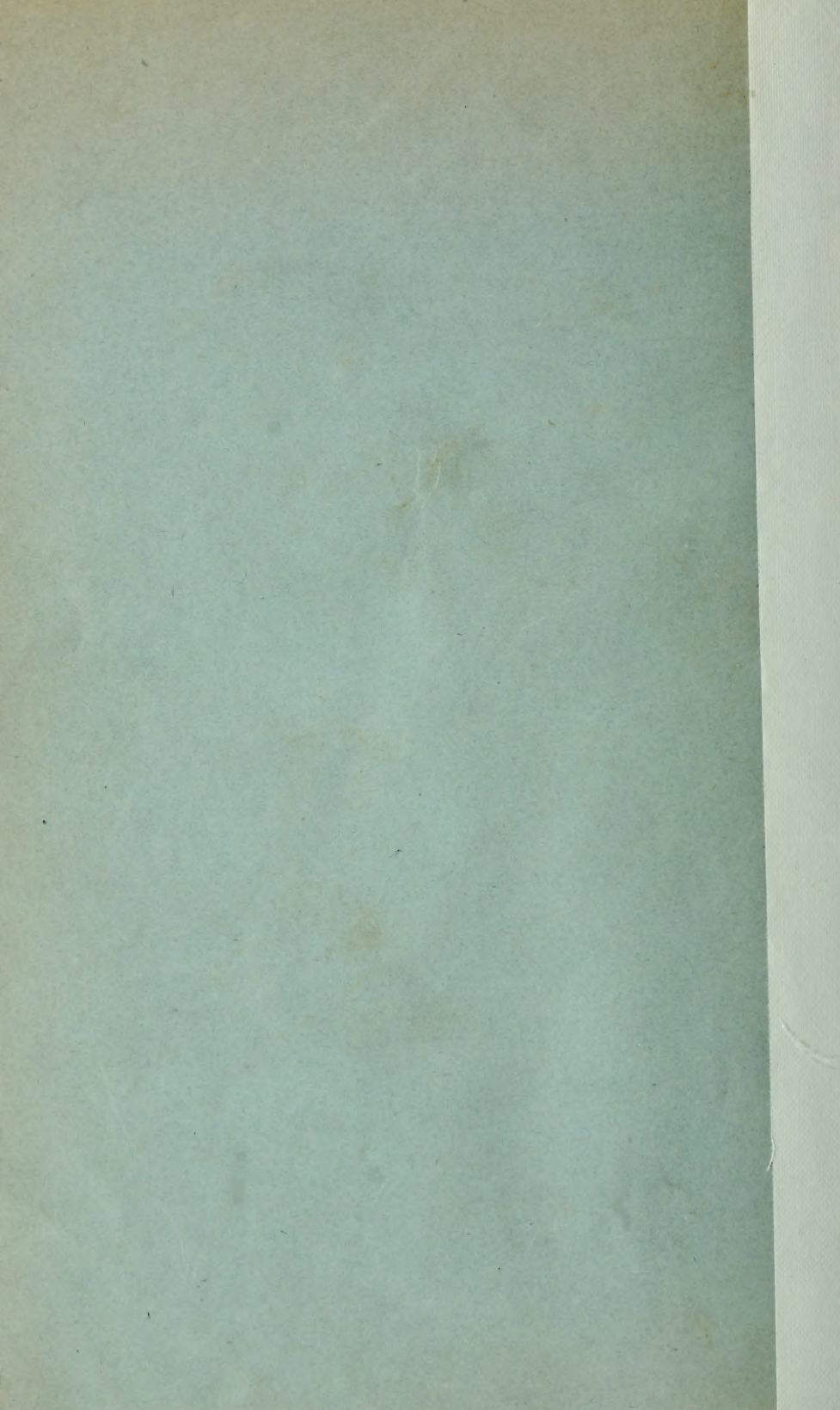
TROISIÈME PARTIE

Le sens de la guerre polono-ruthène.

I. — Coopération des Allemands avec les Ruthènes	48
II. — L'Ukraine au secours des Ruthènes.	52
III. — Caractère anarchique de l'action ruthène.	56
IV. — Caractère national de la résistance polonaise.	61
V. — Une note des Ruthènes à M. Wilson.	63

Conclusions.

I. — L'unique argument des Ruthènes.	66
II. — Intérêts généraux de la civilisation.	69



D
651
P7G7

Grappin, Henri
Polonais et Ruthènes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW



D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 22 07 09 027 0